

COMPTES RENDUS

Presses de Sciences Po | « [Revue française de science politique](#) »

2019/4 Vol. 69 | pages 712 à 754

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724636048

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2019-4-page-712.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

COMPTES RENDUS

Aalberg (Toril), Esser (Frank), Reinemann (Carsten), Stromback (Jesper), De Vreese (Claes), dir. – *Populist Political Communication in Europe*. –

Londres/New York, Routledge, 2016 (Routledge Research in Communication Studies). V + 402 p. Illustrations.

Produit dans le cadre du projet de recherche transnational éponyme, cet ouvrage collectif se propose de dresser et de comparer l'état de l'art sur le populisme en science politique dans 31 pays, européens pour la plupart. Cette première publication a pour ambition de présenter les principales discussions théoriques et résultats empiriques relatifs à cet objet (chapitres 1 à 26) afin d'établir les axes de recherche de l'enquête collective (chapitres 27 à 29). L'un des apports du livre est de chercher à réaliser un état de la recherche en langue vernaculaire pour chacun de ces pays.

Au départ de la comparaison, un premier constat s'impose : aucun des travaux antérieurs à cette publication ne s'accordent sur une définition partagée du populisme, mais tous reconnaissent l'extension du phénomène au sein du jeu politique européen. Si l'essentiel des écrits suggèrent des critères de définition du populisme (référence systématique à la population ; rejet des élites et de groupes marginalisés au motif de la menace qu'ils représenteraient pour la société), très peu s'intéressent à la nature et au volume des échanges entre acteurs politiques dits populistes, médias et citoyens. Cet ouvrage a ainsi été pensé pour combler ces lacunes, poursuivant un triple objectif : établir une définition de la notion de communication populiste afin d'en déterminer les facteurs de succès politique ; interroger la place accordée dans les recherches existantes au rôle des médias – traditionnels (presse, télévision, radio) comme numériques – dans la promotion des idées et mesures populistes ; identifier enfin les principales conclusions disponibles sur les effets et usages des messages populistes sur et par leur audience.

Les auteurs annoncent explicitement dès l'introduction leur refus de participer aux

discussions portant sur la définition du populisme. Obligés toutefois d'adopter un appareil théorique commun pour constituer et analyser les revues de littérature nationales, ils nous renvoient à la conception du phénomène développée par Jan Jagers et Stefann Walgrave, pour lesquels le populisme constitue « *a communication frame that appeals to and identify with the people and pretends to speak in their name [...]. It is a master frame, a way to wrap up all kinds of issues* » (« un cadrage de communication qui s'adresse et s'identifie aux gens, et prétend parler en leur nom [...]. C'est un cadre général, une façon de tenir ensemble toutes sortes d'enjeux », p. 13). Si la justification méthodologique de ce parti pris se comprend par la contrainte imposée par la comparaison internationale, on peut néanmoins souligner la partialité de la présentation des différentes définitions concurrentes du populisme qui s'ensuit. La discussion théorique de cette notion ne confronte en effet que des travaux anglo-saxons, inscrits pour la plupart dans une tradition quantitativiste et objectiviste, écartant des recherches qualitatives menées dans les « pays du Sud » (pour reprendre la typologie par aire géographique établie par les auteurs) : France, Grèce, Italie, pour ne citer qu'eux. En résultent des états de l'art nationaux tous caractérisés par l'absence de définition consensuelle du populisme et la rareté des travaux scientifiques existants, par ailleurs qualifiés de peu convaincants.

Le choix de cette définition très large du populisme questionne également sur l'applicabilité d'un tel programme : comment distinguer empiriquement les stratégies de communication politique traditionnelles des stratégies dites populistes, si l'on considère comme relevant du populisme toute mention faite aux « gens », au « peuple » ou encore à la « population » (*people*) ? Si l'on devine que ce livre constitue le point de départ en même temps que la justification des recherches futures menées dans le cadre de ce projet, on regrette par ailleurs l'absence d'indications sur le protocole d'enquête suivi. L'étude de l'occurrence des discours populistes diffusés par les médias consistera-t-elle en une analyse de contenus, et/ou inclura-t-elle un volet qualitatif, prêtant attention aux pratiques journalistiques, tant du point de vue des acteurs que structurel ? Quels dispositifs seront mis en place pour déterminer l'effet de la diffusion des discours populistes sur la formation des opinions individuelles des citoyens

composant l'échantillon ? La référence aux littératures existantes sur la production journalistique et sur les usages sociaux des médias aurait facilité la compréhension et l'anticipation des objectifs méthodologiques du projet.

Pour autant, cet ouvrage est un modèle heuristique ambitieux pour l'étude de la communication populiste, fondé sur l'identification des profils idéaux-typiques des acteurs populistes en Europe, de leurs électeurs et de leurs motivations, et sur l'analyse des logiques et cadrages médiatiques participant de la diffusion des discours populistes.

Claire Ruffio -

Université Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP

Bellamy (Richard), Lacey (Joseph), dir. - *Political Theory and The European Union*. - Londres/New York, Routledge, 2017 (The Library of Contemporary Essays in Governance and Political Theory). 560 p.

Dans leur recueil d'articles, Richard Bellamy et Joseph Lacey posent la question suivante : si l'Union européenne (UE) est bien un système politique qui lie des acteurs à des décisions, alors que fait-elle subir aux concepts fondamentaux de théorie politique – légitimité, souveraineté, constitution, démocratie, identité et citoyenneté ? Que deviennent ces thèmes dans le cadre de l'UE et comment se déplacent-ils conceptuellement alors qu'ils ont été forgés pour comprendre traditionnellement l'État-nation ? Pour répondre à cette question, chacun des 23 articles se centre sur un concept clé et le traite méthodologiquement en rapport avec des cas pratiques empruntés, par exemple, à l'histoire de l'intégration, au droit européen, à l'analyse de politiques publiques ou à la comparaison avec d'autres intégrations régionales.

Dans ce contexte, le but du livre, qui est d'abord un manuel de cours, n'est pas seulement de faire un état des lieux de la discipline. Il y a une intention que l'on pourrait appeler « performativement disciplinaire » : on tente de créer le domaine de la théorie politique de l'UE – ou de confirmer son existence – en le décrivant. On essaie alors d'en faire la généalogie à partir du « tournant normatif » des études européennes au début des années 2000. L'entreprise est bien sûr partielle (certains auteurs manquent, des thèmes sont mieux traités que d'autres, il n'y a que des « critiques amies » du projet européen, etc.), mais

elle reste bienvenue car elle compile les « grands » moments du « petit » monde normatif qui ne désespère pas de rendre intelligible la construction de l'UE.

Dès lors, si les concepts fondamentaux de théorie politique se réinventent au contact de l'UE, certains sont plus directement transformés que d'autres, comme la souveraineté par exemple. Celle-ci ne se comprend plus comme indivise, mais comme exercice de compétence. Il ne s'agit plus de la puissance du pouvoir mais de la distribution de celui-ci. Pour l'expliquer, les auteurs se réfèrent à des modèles fédératifs ou confédératifs, comme le fait Daniel Elazar, mais aussi à des théories de la « consociation » ou de la « gouvernance multiniveau ». Le trait notable n'est pas la disparition des États membres en tant qu'acteurs, mais bien au contraire leur repositionnement dans des associations plus larges où ils demeurent centraux et bien plus malléables et « cosouverains » que dépassés.

Le lien entre ces États « membres » demande néanmoins une codification des règles dans une loi organique dont le statut fait d'ailleurs toujours débat : un traité ou une Constitution ? Là, l'UE exporte le principe de Constitution étatique dans des relations aux accents diplomatiques. Si certains auteurs y sont favorables en s'appuyant sur Emmanuel Kant, comme Jürgen Habermas ou Konstantinos Eleftheriadis, c'est en insistant sur l'arrière-plan sociopolitique qui devrait accompagner une Constitution pour l'Europe. Dieter Grimm, moins optimiste, voit là pourtant un danger, celui de dépolitiser le débat en le figeant par la force d'une Constitution. Dans ce désaccord symptomatique, l'ambiguïté dépend au fond du sens que l'on veut donner à l'expression de « traité constitutionnel ».

Le problème est, là encore, de voir si ce n'est pas un modèle national que l'on tente de reporter au niveau européen. Au centre de ce débat se trouve le « déficit démocratique » de l'UE : soit on prétend, dans une veine « libérale », que l'UE est déjà démocratique parce que, selon Giandomenico Majone, elle se limite à autoriser une action efficace et régulatrice, ou, selon Andrew Moravcsik, elle intègre largement les droits de veto et les contrôles nationaux ; soit on considère, selon Simon Hix et Andreas Follesdal, dans une veine plus « républicaine », que le manque de vie politique et de contestation fragilise toute démocratie européenne. Il y a en

tout cas un déséquilibre en faveur du pilier libéral plutôt que républicain selon Fritz Sharpf, alors que Sandra Kröger et Richard Bellamy interprètent le manque démocratique comme une déconnexion entre les niveaux européen et national et appellent à l'inclusion des Parlements des États membres.

On le voit, les principes théoriques, en se déplaçant pour saisir ce qu'est l'UE, font l'épreuve de la segmentation. C'est particulièrement le cas avec l'identité, la communication et la société civile car de tels principes demandent des stratégies conceptuelles plus complexes de la part des auteurs étant donné leur plus forte teneur historique et culturelle, et donc la difficulté à les transposer à un niveau européen. Dans le cas de l'UE, l'identité est plus sociologique et narrative que comportementale, nous dit Klaus Eder, la communication politique est « symbolisée » à travers l'élection, selon Joseph Lacey et, pour Beate Kohler-Koch, la société civile est le constituant artificiellement créé par et pour la Commission européenne. Il en va de même, mais plus simplement (car moins culturellement connoté), de la citoyenneté. C'est peut-être le principe le plus abouti au niveau de l'UE qui vient non pas remplacer la citoyenneté nationale mais s'y surajouter en étendant la participation démocratique, la responsabilité individuelle et la réalisation des droits humains, selon Rainer Bauböck et Yasemin Soysal. Mais le danger est là encore le trompe-l'œil car la citoyenneté européenne, essentiellement civile et politique, doit désormais se compléter, selon Andrea Sangiovanni, par la question incontournable de la solidarité entre États cogestionnaires de leurs biens communs.

Tous ces thèmes qui, en se déplaçant, se pluralisent, se démultiplient, se réinventent, brassent au fond une question centrale : est-ce « légitime » de parler (encore) de démocratie, de Constitution, de citoyenneté, etc. dans le cas de l'UE ? Là, plus clairement qu'ailleurs, l'idée d'une construction européenne demande une mobilité du regard : il convient d'aménager nos concepts pour répondre aux problèmes inédits, mais il importe aussi d'être attentif à la continuité et à la cohérence de nos principes ; il en va de leur actualité et de leur scientificité.

Nicolas Arens -

Université Saint-Louis Bruxelles,
Institut d'études européennes

Cairns (David), Krzaklewska (Ewa), Cuzzocrea (Valentina), Allaste (Airi-Alina) - *Mobility, Education and Employability in The European Union. Inside Erasmus.* - Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018. XI + 192 p. Illustrations.

Erasmus est-il le support d'une culture naissante de mobilité qui légitime l'existence des institutions européennes et leur intérêt pour les citoyens ? C'est le postulat de départ que font les auteurs de cet ouvrage collectif qui se situe entre deux postures : celle du chercheur, du sociologue, et celle de l'expert évaluateur d'une politique publique européenne. L'un des résultats les plus intéressants qui ressort de ce livre est qu'Erasmus+ générerait du « capital politique ». En effet, l'image d'Erasmus comme une activité « conviviale et populaire » sert un objectif très concret et sérieux de la politique de l'Union européenne (UE). Mais plutôt que de développer des analyses précises concernant ce « capital », les auteurs ont préféré faire une « analyse d'impacts » autour de grandes thématiques comme Erasmus et l'employabilité, la convivialité, les « apprentissages » qui en découlent, en interrogeant les bénéficiaires de deux types de programme (mobilité d'étude, au Portugal, en Italie et en Allemagne ; volontariat européen, en Estonie). En outre, un chapitre intitulé « Gérer Erasmus » se situe à un niveau « méso » et tente de comprendre la croissance de l'écart de participation entre étudiants entrants et sortants, au Portugal. Les auteurs imputent le succès du Portugal, comme pays d'accueil, à l'image qu'il parvient à donner de lui comme destination touristique et au bas coût de la vie. De plus, ils évoquent le nombre de cours offerts en langue anglaise, comme facteur attractif, mais développent surtout la question des niveaux de bourses insuffisants offerts aux étudiants sortants. En dehors de ce chapitre qui fait, entre autres, une analyse secondaire de données, les autres chapitres mobilisent assez peu de statistiques, mais développent successivement (chapitres 2 et 3) les arguments qu'un séjour Erasmus augmenterait ou renforcerait l'employabilité (sans la créer pour autant) et que la « convivialité » serait un moteur de la participation à ces dispositifs européens. Suivant les chapitres, le matériau utilisé est issu soit d'études commanditées, notamment par la Commission européenne ou les services de relations internationales, soit d'enquêtes qualitatives principalement basées sur des entretiens, soit des deux.

Le concept de réflexivité est largement développé dans cet ouvrage pour appuyer la thèse selon laquelle les échanges interculturels, couplés avec le développement personnel que permet un séjour Erasmus, élargiraient les aptitudes professionnelles. Deux argumentations sont défendues dans ce livre : 1. du fait notamment d'une politique dite « plus inclusive », le Programme Erasmus+ (2014-2020) pourrait perdre de son attrait auprès du « public traditionnel » d'Erasmus, les étudiants des universités ; 2. du fait de la durée des échanges et la garantie d'un retour, Erasmus ne générerait pas de migration intra-européenne. Les auteurs évoquent la notion d'antimigration. Dans le chapitre 6, ils accordent même à la sociabilité internationale le rôle de limiter « le risque » d'une future migration dans le pays d'accueil. Ne pas fréquenter la communauté locale d'étudiants n'empêcherait pas, par ailleurs, selon eux, les « apprentissages interculturels ». Seuls les contacts avec les personnes d'une même région, d'un même pays, sont pensés comme empêchant l'émergence d'une « interculturalité » (p. 116).

Un seul des chapitres est consacré à la mobilité hors enseignement supérieur et s'intéresse à la citoyenneté européenne. Dix participants du programme Youth in Action (YiA) ont été interrogés (YiA promeut la mobilité des 13-30 ans, l'éducation « non-formelle », le « dialogue interculturel » en soutenant des organisations de la « société civile »). Les auteurs notent la difficulté à « évaluer » l'impact direct du projet de mobilité sur l'engagement civique car les interviewés étaient tous plus ou moins actifs préalablement à leur séjour.

Au fil des pages concernant la mobilité des étudiants, ils rappellent des résultats importants de nombreuses recherches sur le programme. Erasmus est un séjour d'étude avant tout et les motivations des étudiants sont très souvent liées à la volonté d'améliorer leur niveau de langue et/ou leur employabilité. Ce qui mériterait par contre davantage d'investigation, étant donné les 32 ans d'existence du dispositif Erasmus, serait d'étudier de manière systématique et comparative les parcours et les profils des étudiants « multirécidivistes » de la mobilité par le programme Erasmus. Car l'un des rares résultats nouveaux de ces enquêtes qualitatives semble être le fait que les discours et les pratiques changent en fonction des expériences de mobilité précédentes. Il ressort par exemple des fragments de discours analysés, à partir d'une étude qualitative menée dans une université italienne et une autre enquête (sept

entretiens) menée en Allemagne, que le plus grand degré de planification se trouve chez les étudiants allemands. Les auteurs imputent en partie les différences de discours aux expériences préalables de mobilité plus nombreuses chez les étudiants allemands interrogés, sans jamais pourtant s'intéresser de manière systématique et comparative à ce processus d'acquisition de ce capital culturel de type international.

De manière générale, l'absence de données sur les caractéristiques sociales de la population interrogée (sexe, trajectoire scolaire, origine sociale, etc.) et la taille et les conditions de recueil du matériau conduisent à des propos contradictoires ou essentiellement descriptifs. Les étudiants à multiples expériences sont parfois vus comme essentiellement mus par la recherche d'une « exploration personnelle » (chapitre 3) ou comme plus stratégiques, utilisant la mobilité à des fins instrumentales.

Une autre critique que l'on pourrait adresser aux auteurs concerne les propos sur ce qu'ils nomment le « succès quantitatif » du programme, alors que ne sont jamais évoqués les chiffres de la mobilité en termes relatifs et non absolus qui permettraient de nuancer cette affirmation. On trouve aussi parfois quelques généralisations hasardeuses. Par exemple, il n'y aurait aucun équivalent en termes d'accueil de soutien à « l'intégration » dans les universités qui sont dépourvues de l'European Social Network (ESN) : « The alternative is basically to manage by yourself. » (« L'alternative est tout simplement de se gérer soi-même », p. 92.) Résultat qui, par ailleurs, va à l'encontre d'autres recherches, que les auteurs ne citent jamais sur Erasmus et l'hospitalité des lieux. De même, les auteurs soulignent que les étudiants locaux « s'auto-excluraient » des groupes d'étudiants Erasmus du fait d'une orientation plus forte vers une « vie académique », sans avoir traité empiriquement la question. Enfin, voir Erasmus comme une antimigration, c'est ignorer les études sur les trajectoires des diplômés Erasmus, variables selon les contextes économiques et sociaux du pays d'origine et d'accueil. Affirmation par ailleurs contradictoire avec le fait de souligner dans l'ouvrage qu'Erasmus peut constituer un stade préliminaire, dans une carrière globalisée ou du moins européanisée.

En fin d'ouvrage, les auteurs questionnent le fait de rendre tous les jeunes Européens mobiles en le qualifiant d'intéressant, mais de non réaliste,

car tous les jeunes ne veulent pas partir à l'étranger en échange, sans jamais s'interroger sur l'inégalité de l'offre de mobilité d'étude, comme de stages, selon les segments des systèmes éducatifs nationaux, même si des recherches ont largement documenté le sujet. Ce livre a été rédigé sans souci de synthèse de la littérature internationale existante, en négligeant une grande partie des études empiriques sur la question de cette dernière décennie. Il apparaît ainsi urgent de faire un travail empirique sérieux d'analyse comparative européenne sur différentes formes de mobilité encadrées et sur les liens existants entre elles et la mobilité sociale et professionnelle.

Magali Ballatore -

Aix-Marseille université, LAMES

Casier (Tom), DeBardeleben (Joan), dir. - *EU-Russia Relations in Crisis. Understanding Diverging Perceptions*. - Londres/New York, Routledge, 2018 (Routledge Studies in European Foreign Policy). VI + 252 p. Illustrations.

La rupture qu'a représenté la crise ukrainienne dans les relations entre l'Union européenne (UE) et la Russie ne saurait être sous-estimée. Véritable bifurcation historique, l'événement a produit une divergence durable des trajectoires politiques et diplomatiques des parties prenantes, tout en déchirant l'Ukraine – son territoire, sa population – en fractions difficilement réconciliables, surtout à court terme.

Dirigé par Tom Casier et Joan DeBardeleben, cet ouvrage collectif éclaire la manière dont les représentations traduisent cette bifurcation historique. Dans une approche qualifiée de constructiviste, qui insiste sur les perceptions des acteurs, il analyse successivement le contexte historique et cognitif de la relation UE-Russie (partie 1), leurs relations bilatérales (partie 2), leur environnement régional (partie 3) et multilatéral (partie 4). La méthode adoptée consiste à croiser les discours officiels et l'observation des stratégies effectivement mises en œuvre par les acteurs pour construire une lecture des perceptions réciproques des parties et de leur potentielle évolution.

Comme l'indique J. DeBardeleben, la crise ukrainienne montre que « la Russie et l'Union européenne n'ont pas réussi à développer une compréhension commune ou des mécanismes de gouvernance pour traiter de la question de leur "voisinage commun" » (chapitre 6, p. 115).

L'espace post-soviétique européen est demeuré le parent pauvre de cette relation, tout en faisant l'objet de projets politiques de part et d'autre qui ont eu des effets sur elle. Partant d'une période de coopération (1992-2003) durant laquelle la Russie était trop faible pour s'opposer à une UE normativement dominante, les deux partenaires ont commencé à développer des conceptions concurrentes de leur influence sur cet espace (2004-2014) pour déboucher, après 2014, sur une véritable confrontation (J. DeBardeleben, T. Casier, « Introduction », p. 4).

Le cas de l'Ukraine est étudié en détail. La construction du conflit ukrainien est en partie attribuable au fait que l'UE n'a jamais accepté que la Russie s'immisce dans ses négociations avec l'Ukraine. Cette observation amène Crina Viju, dans un chapitre sur la situation économique de cet État et de son interaction avec l'UE et la Russie, à soutenir la thèse selon laquelle le coût réel de l'accord de libre-échange complet et approfondi (UE-Ukraine) devrait intégrer celui des mesures de rétorsion prises par la Russie à l'encontre de l'Ukraine (chapitre 7). Cette thèse est contestable en ce qu'elle néglige le fait que ces mesures n'ont pas été prises par l'UE, mais par cette puissance souveraine qu'est la Russie. Pour sa part, J. DeBardeleben utilise la notion de changement de « paradigme » (chapitre 6) pour rendre compte de la profondeur des divergences entre l'UE et la Russie. L'auteur propose une série d'options originales, mais difficiles et sujettes à discussion, comme l'abandon par l'UE de la volonté de voir triompher ses normes sur celles de la Russie, pour amener les deux parties à partager à nouveau, à l'avenir, les linéaments d'un paradigme commun (p. 130-132).

Sur un plan plus structurel, Viatcheslav Morozov (chapitre 2) relève que l'une des sources principales de l'incompréhension mutuelle réside dans la difficulté pour la Russie à se positionner vis-à-vis de l'Europe : ni totalement européenne, ni extérieure à l'Europe, elle peine à déterminer sereinement sa place dans le concert européen. Le débat sur la relation à l'Europe a gagné en intensité au cours des années 2000 : la Russie a pris des positions de plus en plus ouvertement « néorévissionnistes », contestant la légitimité de la vision occidentale de l'État de droit et des relations internationales, selon T. Casier (chapitres 1 et 10). Après 2012, ce débat s'est déplacé sur le terrain des valeurs, favorisé par la montée en puissance des « paléo-conservateurs » (p. 36) au Kremlin, aux conceptions antagoniques aux idéaux portés

par l'UE. Prenant pour exemples les relations économiques et financières (Hiski Haukkala, chapitre 3), l'énergie (Tatiana Romanova, chapitre 4) et les négociations autour d'un régime sans visa (Anna Dekalchuk, chapitre 5), les auteurs montrent en quoi les conceptions de l'UE sur le cadre et l'orientation de la négociation ont divergé de celles de la Russie, nourrissant les incompréhensions. Petra Guasti analyse le « régime des droits humains pan-européen » (chapitre 9) pour montrer que cette incompréhension peut conduire à la sortie effective, sinon officielle, de la négociation : la Douma de Russie s'est finalement donnée le droit de ne pas appliquer les textes proposés par la Cour de justice de l'Union européenne.

La dernière partie s'intéresse aux représentations croisées des questions multilatérales. Selon T. Casier (chapitre 10), le multilatéralisme dont se réclament à la fois l'UE et la Russie n'existe pas. Alors que l'UE le conçoit sur la base de normes universelles, elle se voit opposer par la Russie une critique radicale de ces normes. Celles-ci sont considérées comme biaisées, exclusivement occidentales et par là même illégitimes. Inversement, le multilatéralisme non occidentalisé que promeut la Russie est perçu par l'UE comme « illibéral » et potentiellement dangereux pour la stabilité du système international. Toutefois, les cas de l'Organisation pour la sécurité et coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe montrent que, malgré la crise ukrainienne, les institutions multilatérales restent prisées par la Russie qui, tout en les critiquant et les contournant, en a besoin pour conserver son influence diplomatique. Comme le montre Peter Ferdinand (chapitre 11), la conception russe du multilatéralisme diverge aussi de celle de la Chine, ce qui n'a pas empêché les deux pays de se rapprocher après la crise ukrainienne.

Compte tenu du thème de l'ouvrage et de l'approche constructiviste qu'il revendique, il aurait été utile de faire davantage référence aux opinions publiques russes et ouest-européennes qui connaissent des évolutions importantes et peuvent différer de celles des dirigeants. Par ailleurs, les questions économiques sont souvent survolées, alors qu'une analyse détaillée des enjeux passés et actuels apporterait des éclairages utiles. Toutefois, le grand mérite du livre est de proposer des analyses informées, contrastées et complémentaires, sur une question fondamentale pour le continent européen.

Julien Vercueil –
INALCO, CREE

Chiocchetti (Paolo), Allemand (Frédéric) –
Competitiveness and Solidarity in The European Union. Interdisciplinary Perspectives. – Londres/New York, Routledge, 2019 (Routledge/UACES Contemporary European Studies). 310 p. Illustrations.

Partageant l'analyse de Paul Krugman selon laquelle la compétitivité est devenue à la fois une « obsession » et l'expression majeure du pouvoir politique de l'État, cet ouvrage collectif dirigé par Paolo Chiocchetti et Frédéric Allemand questionne les liens, les interdépendances et les conflits entre la compétitivité et la solidarité. La crise de la zone euro et ses conséquences justifient évidemment de poser les termes de cette relation. Nécessaire selon la raison économique et politique, le couple compétitivité-solidarité n'a pourtant rien d'évident. Les synergies entre ces deux objectifs sont difficiles à obtenir car elles reposent sur des équilibres précaires qui nécessitent de constants ajustements. Laurent Warloutet le montre, par exemple, dans un chapitre qui, dans une perspective historique, rappelle les différentes formes et donc les tensions et les (dés)équilibres variés du couple depuis les débuts de la construction européenne jusqu'à la crise récente. Les tensions sont multiples et sont abordées dans ce livre à partir d'analyses historiques, sectorielles ou nationales qui donnent un sens à cette réflexion collective.

Pour analyser les différentes formes de l'interaction entre compétitivité et solidarité, P. Chiocchetti définit le cadre théorique de l'ouvrage à partir de la polysémie des deux notions discutées : la compétitivité et ses trois faces indépendantes et contradictoires (la concurrence, la performance relative et la performance absolue) ; la solidarité avec ses significations différentes et complémentaires (le sentiment d'appartenance des individus à un groupe, leur degré de coopération ou de soutien mutuel, un impératif moral ou émotionnel, un principe sociopolitique).

Ces réflexions sont ensuite posées plus précisément dans un cadre européen. Le chapitre de F. Allemand défend la thèse de la fonction intégratrice de la compétitivité au niveau européen. Il montre que les nouvelles formes de coopération entre les États membres induites par l'intégration européenne devraient permettre aux États de redéfinir leurs capacités d'action et d'agir plus efficacement pour assurer le fonctionnement des marchés. Formulé par Jacques Delors au début des années 1990, l'équilibre entre les éléments du

triptyque qui caractérise un « ordre de compétitivité » (*order of competitiveness*) formé par une « compétition qui stimule, une coopération qui renforce, une solidarité qui unit », et mis en avant par l'auteur, semble pourtant loin d'être atteint.

Plusieurs chapitres proposent de renouveler les cadres institutionnels de l'Union européenne pour établir une relation plus équilibrée entre compétitivité et solidarité, en développant, comme le montre Sacha Garben, le fédéralisme coopératif comme le font certains systèmes fédéraux. Karl Aiginger propose une stratégie de compétitivité ambitieuse, « nécessaire et faisable » (p. 40), qui implique de nouvelles mesures des performances économiques capables de prendre en compte la dimension écologique, une discussion bienvenue à ce stade de l'ouvrage. Dans leur contribution sur une véritable Union économique et monétaire (UEM), Annette Bongardt et Francisco Torres confirment, mais seulement dans les toutes dernières lignes, que la dimension environnementale constitue le lien manquant entre la durabilité de l'UEM et celle du projet européen. Même si le lecteur, qui pourrait rester quelque peu frustré par ces propositions, pourra se référer à d'autres publications de ces auteurs, la place de la dimension écologique dans les relations qu'entretiennent compétitivité et solidarité pourrait être développée dans l'ouvrage.

Les conditions des déséquilibres entre compétitivité et solidarité s'incarnent particulièrement dans quatre chapitres dédiés aux cas nationaux présentés au cœur de l'ouvrage. Klaus Dörre et Hicham Rassafi-Guibal s'intéressent à différents modèles de capitalisme et d'État social ; le premier en analysant les métamorphoses du capitalisme social allemand, le second en soulignant les effets des exigences de compétitivité qui pèsent sur les hôpitaux publics français. Deux autres chapitres, plus particulièrement consacrés à la solidarité compétitive (*competitive solidarity*) et au développement régional en Italie (Laura Polverari), et en Pologne (Boleslaw Domański), permettent d'identifier les acteurs qui jouent un rôle dans la définition des équilibres entre compétitivité et solidarité, mais aussi les gagnants et les perdants des équilibres ainsi définis.

Selon les conditions, l'articulation entre compétitivité et solidarité peut donc donner lieu à des « déséquilibres dangereux », des « compromis acceptables » ou des « cercles vertueux » (p. 7). Sur ces conditions, l'ouvrage collectif n'établit

pourtant pas une position claire, tant les contributeurs montrent des équilibres variés entre compétitivité et solidarité. Certains auteurs font confiance à la « solidarité compétitive » qui, appliquée à différents domaines (la stratégie industrielle, l'investissement social, les exportations et la concurrence interne et externe, par exemple) pourrait promouvoir un meilleur équilibre entre compétitivité et solidarité. D'autres pointent au contraire la nécessité de fonder une « solidarité protectrice » en développant les mécanismes de correction du marché afin d'établir un nouvel équilibre limitant la concurrence au profit de la solidarité. Enfin, certains auteurs proposent d'évoluer vers des modèles alternatifs. Le lecteur trouvera ainsi matière à réfléchir à la capacité des différents acteurs à s'appropriier les objectifs de compétitivité et de solidarité. Le chapitre de Jennifer Eschweiler et Lars Hulgård dédié à l'économie sociale et solidaire et à son appropriation « par le bas » contraste ainsi avec celui consacré au pilier européen des droits sociaux initié par le haut et adopté en 2017, et dont le succès de ce projet dépendra, selon Susana Muñoz, de sa mise en œuvre, alors même que les conditions de son appropriation par les États membres ne semblent pas garanties.

Les modèles de coopération démocratique de la production économique et de sa distribution, des interactions sociales et de la participation politique constituent sans doute l'une des questions les plus fécondes que posent les contributeurs pour de futurs travaux. Ils ont eu le mérite de proposer un ouvrage qui aborde des représentations majeures des missions des États et des institutions européennes et contribuent ainsi à mieux comprendre la façon dont les systèmes politiques articulent et gouvernent les intérêts économiques et sociaux.

Hélène Caune -

Université Grenoble Alpes, CNRS, Science Po Grenoble,
PACTE

**Conti (Nicolò), Göncz (Borbála), Real-Dato (José),
dir. - *National Political Elites, European Integration
and The Eurozone Crisis*. - Londres/New York,
Routledge, 2018 (Routledge Research on Social and
Political Elites). 228 p. Illustrations.**

L'ouvrage collectif coordonné par Nicolò Conti, Borbála Göncz et José Real-Dato présente l'exploitation d'enquêtes par

questionnaires réalisées en 2007, 2009 et 2014 auprès d'un échantillon de parlementaires nationaux de 11 pays européens. Ces enquêtes portent sur les préférences des élites politiques nationales vis-à-vis de l'Union européenne (UE) et leurs évolutions. Les principales hypothèses concernent les effets de la crise économique sur les rapports des parlementaires à l'UE. Chaque chapitre s'articule selon la même logique hypothético-déductive : quelques hypothèses relatives aux rapports entre des variables économiques nationales, l'identité des répondants, l'opinion des « citoyens » dans le pays de l'enquête et les réponses des parlementaires sont établies puis testées par différents modèles de régression statistique.

L'analyse quantitative de ces questionnaires conduit les auteurs à constater un faible effet de la crise sur les préférences des élites politiques nationales vis-à-vis de l'Europe. Dans les trois premiers chapitres, les auteurs comparent les enquêtes menées avant et après la crise et ne constatent pas de diminution du « sentiment d'attachement » à l'UE des enquêtés, mesurant, selon les auteurs, la part émotionnelle des rapports à l'Europe. Les différents modèles ne font pas non plus apparaître de liens entre la force de la crise économique, mesurée dans chaque pays *via* plusieurs indicateurs économiques, et le degré d'attachement à l'Europe des parlementaires. Leurs préférences quant aux transferts de compétences et aux suites de l'intégration européenne sont, elles aussi, seulement faiblement changées par la situation économique. Les auteurs concluent que le soutien des élites politiques nationales à l'intégration européenne ne serait pas fondé sur un calcul économique visant à évaluer les coûts et avantages de l'intégration européenne face à la crise économique. Ils indiquent, en déployant une démonstration cognitiviste, que son maintien serait plutôt le fait d'un « attachement émotionnel » constant à l'Europe.

Dans plusieurs des chapitres, les auteurs tentent également de modéliser les rapports entre crise économique, opinion des « citoyens » et opinion des élites politiques nationales sur l'UE. Le chapitre 5 est consacré à une comparaison entre les réponses aux enquêtes menées auprès des parlementaires et des enquêtes menées auprès de « citoyens » dans le cadre des mêmes projets de recherche pour constater un écart accru dans leurs manières de concevoir l'UE. Le soutien à l'intégration européenne se dégraderait chez ces derniers, sans que la crise n'ait d'effets sur l'opinion

des parlementaires. Les sophistications techniques auxquelles s'emploient les auteurs ne leur permettent cependant pas d'établir une causalité statistique claire entre l'opinion des « citoyens » et celle des élites partisans. Dans les chapitres 2 et 3, les auteurs interprètent le lien entre les réponses des parlementaires et l'opinion des populations nationales comme une réponse des parlementaires à la demande des citoyens de freiner les transferts de compétences vers l'UE. Ils constatent ainsi un effet indirect de la « crise » sur les opinions recueillies. Dans le chapitre 5, B. Göncz et Lars Vogel estiment, à l'inverse, que les élites joueraient en faveur de l'intégration européenne un rôle de « tampon légitimant » auprès des populations nationales.

Si les différents modèles statistiques semblent autoriser les auteurs à donner une réponse claire aux hypothèses envisagées, plusieurs problèmes méthodologiques traversent cependant l'ouvrage sans être interrogés. La comparabilité des réponses des parlementaires nationaux qui fonde la validité du livre n'est, en particulier, pas questionnée. Une même formation, une même confession, un même positionnement politique ou une même prise de position sur l'UE recueillis dans ces questionnaires et agrégés dans ces modèles n'a pourtant pas la même signification dans les différents champs politiques nationaux. À l'exception du cas hongrois pour lequel les conséquences de la victoire du Fidesz en 2010 sur l'identité des répondants sont rappelées, l'effet de l'évolution de la composition des Parlements nationaux au cours des différentes vagues d'enquêtes est également mis de côté pour considérer que c'est l'effet de la crise qui est mesuré. Enfin, les modèles de régressions visent à évaluer les effets propres de différentes variables dont on peut imaginer qu'elles sont elles-mêmes liées par des liens de causalité et qu'elles fonctionnent à différents niveaux. C'est notamment le cas lorsque les modèles sont supposés départager le poids respectif de l'« idéologie » et de variables sociologiques sur les prises de position sur l'Europe.

En intégrant la question des effets de la crise sur les rapports à l'Europe, le texte affine et questionne les analyses faisant apparaître un « dissensus contraignant » vis-à-vis de l'UE au sein des arènes politiques et des populations nationales. Cependant, la centralité de l'appareillage statistique dans la validation des résultats de l'ouvrage conduit les auteurs à ne considérer que trop rarement les positions et les interactions concrètes qui

participent à la construction des préférences vis-à-vis de l'UE au sein des Parlements nationaux et en dehors. L'ouvrage n'apporte que peu de réponses sur la manière dont la crise économique a pu être définie comme un problème public dans différents pays et sur le rôle des parlementaires à la proximité variable vis-à-vis de l'UE dans sa construction.

Victor Demenge –
Université de Strasbourg, SAGE

Conti (Nicolò), Memoli (Vincenzo) – *Citizen, Europe and The Media. Have New Media Made Citizens more Eurosceptical ?* – Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016. XI + 113 p. Illustrations.

Depuis la fin du « consensus permissif » qui a prévalu jusqu'au milieu des années 1990, la recherche sur les critiques et les attitudes négatives envers l'intégration européenne s'est développée de façon exponentielle, au point que les spécialistes considèrent aujourd'hui les *Euroscepticism studies* comme un sous-champ disciplinaire à part entière. C'est dans la lignée de ces travaux que s'inscrit le court ouvrage de Nicolò Conti et Vincenzo Memoli.

Les auteurs partent du constat que le soutien ou l'opposition à la construction européenne ont été expliqués avant tout en termes utilitaires, cognitifs, identitaires ou politiques, mais que l'impact des médias a été négligé, à quelques exceptions près. Ils proposent de remédier à cette lacune en se demandant si les nouveaux médias (Web et réseaux sociaux) ont rendu les citoyens plus eurosceptiques.

Après une introduction présentant la démarche adoptée et la structure du livre, le deuxième chapitre a pour principal objectif de contextualiser l'étude, alors que le soutien à la construction européenne ne cesse de baisser et que l'usage d'Internet ne cesse, au contraire, de progresser. Pour leur enquête, qui repose sur une analyse statistique des données Eurobaromètre entre 2011 et 2014, les auteurs définissent l'euroscepticisme comme l'une des extrémités d'un axe allant du soutien à l'intégration européenne le plus prononcé au rejet le plus marqué.

Dans le troisième chapitre, N. Conti et V. Memoli s'appliquent à définir leur modèle causal et leurs hypothèses. Ils supposent que les attitudes envers l'Europe sont influencées par les

médias que les individus utilisent pour s'informer. Ainsi, l'usage des médias traditionnels favoriserait des attitudes positives, alors que celui des nouveaux médias engendrerait des attitudes négatives. Pour créer leur mesure de l'euroscepticisme, la variable dépendante dans leur modèle, ils en retiennent deux dimensions. La première renvoie à un niveau général de soutien ou d'opposition à l'Union européenne (UE). Elle est mesurée à partir de questions sur la *confiance* qu'ont les répondants dans l'UE et ses institutions. La seconde dimension s'intéresse plus spécifiquement au soutien (ou à l'opposition) du public aux politiques européennes, en l'occurrence l'euro, la politique étrangère commune et la défense européenne. Pour leur variable explicative, les auteurs créent quatre index à partir des questions sur les médias utilisés pour s'informer sur la politique nationale, d'une part, et la politique européenne, d'autre part. Ils distinguent deux sous-groupes de médias : les médias traditionnels (presse, radio et télévision) et les nouveaux médias (Web et réseaux sociaux). Leurs modèles de régression linéaire confirment leur hypothèse, à savoir que s'informer *via* les nouveaux médias favorise les attitudes négatives envers l'UE, par opposition à l'usage des médias traditionnels.

Le chapitre 4 s'intéresse aux variations entre les États membres : il est démontré que les pays dans lesquels l'usage des nouveaux médias s'est le plus développé entre 2011 et 2014 sont également ceux dans lesquels l'euroscepticisme a le plus progressé sur la même période. Avant de conclure, les auteurs poursuivent leur analyse dans le cinquième chapitre : ils distinguent les utilisateurs du Web et ceux des réseaux sociaux, et montrent que les seconds ont tendance à cultiver des attitudes encore plus négatives envers la construction européenne que les premiers.

Sans aucun doute, ce livre pose une question essentielle – celle de l'influence des médias sur les attitudes des citoyens envers l'Europe – mais il est desservi par d'importantes limites. Tout d'abord, malgré quelques précautions langagières, les auteurs déduisent trop rapidement un lien de causalité de la corrélation entre usage des nouveaux médias et attitudes eurosceptiques du public. Or la direction de cette relation est loin d'être évidente. Il se pourrait que les individus qui ont le moins confiance dans les institutions en général, et dans l'UE en particulier, soient justement ceux qui se méfient des médias traditionnels et

privéligient donc des médias non traditionnels pour s'informer. La seconde limite tient à leur modèle explicatif lacunaire. Pour que celui-ci soit valide, il faudrait que la tendance eurosceptique des nouveaux médias et le penchant europhile des médias traditionnels soient d'abord clairement démontrées. Les auteurs en font implicitement l'hypothèse en s'en tenant à des généralités. Ce faisant, ils confondent usage des médias et contenu de ces médias, et peinent donc à convaincre le lecteur. En outre, ils traitent chaque groupe de médias – nouveaux et traditionnels – comme un groupe homogène : ils ne distinguent ni les multiples contenus qui existent en ligne, d'une part, ni les journaux de la télévision ou la radio, d'autre part. Finalement, les auteurs ouvrent d'intéressantes pistes de recherche qui invitent à poursuivre l'étude du rôle des médias sur la baisse du soutien à l'intégration européenne observée dans les sondages.

Cyrille Thiébaut –
Sciences Po, CEVIPOF

Crespy (Amandine) – *Welfare Markets in Europe. The Democratic Challenge of European Integration*. – Basingstoke, Palgrave Macmillan (Palgrave Studies in European Political Sociology), 2016. XV + 263 p. Illustrations.

Publié en 2016, l'ouvrage étudie les étapes de la « révolution tranquille » menant à la libéralisation des services publics en Europe. Deux questions descriptives structurent l'analyse : « Quel a été le rôle de l'UE dans la marchandisation des services publics ? Dans quelle mesure les contestations ont influencé son cours ? » (p. 5) Malgré son faible degré de compétence initiale en la matière, l'Union européenne (UE) aurait été un catalyseur de cette marchandisation. Pour le montrer, trois éléments sont étudiés : les dynamiques institutionnelles, les coalitions d'acteurs pro-régulation ou pro-libéralisation et enfin les idées, en l'espèce néolibérales, et leurs (re)formulations successives. Que l'on soit spécialiste ou non des politiques publiques européennes, cet ouvrage pose des questions fondamentales, notamment celle de la (dé)politisation et de la place de la critique.

Dans le premier des six chapitres, Amandine Crespy constate certes un renforcement de la libéralisation initiée dès les débuts de l'intégration européenne ; mais il se fait au travers de débats

successifs autour d'« idées fondamentales ». Pour rendre compte de ceux-ci, l'auteure associe des courants de la littérature qui ne dialoguent que rarement, mais qui lui permettent d'insister sur la dimension idéelle et discursive des coalitions d'acteurs autour de la réforme des services publics (p. 15-17). Empiriquement, l'étude passe par la reconstitution des processus politiques, au moyen d'entretiens et d'articles de presse, et par le repérage des cadres idéels présents dans un corpus de documents institutionnels (p. 23).

Le deuxième chapitre revient sur les étapes clés de la libéralisation des services publics, à l'occasion desquelles les défenseurs d'un marché commun fondé sur la compétition et le profit l'ont emporté sur les promoteurs d'une régulation nationale. Il corrobore la thèse classique d'un renforcement du camp pro-libéralisation et d'une réduction corrélative des possibles en matière d'intervention politique sur l'économie. Pour autant, il ne s'agirait pas là d'une conversion unanime et univoque au référentiel néolibéral. Les chapitres 3, 4 et 5 reviennent sur des débats relatifs à la marchandisation (la directive Services, la campagne pour un cadre européen sur les services d'intérêts généraux et le mouvement anti-AGCS [accord général sur le commerce et les services]). Les discours sont analysés selon deux catégories théorisées par Vivien A. Schmidt : les *discours coordinatifs*, soit l'emploi d'argument cognitifs destinés aux élites institutionnelles et politiques ; et les *discours communicatifs*, qui utilisent des arguments normatifs adressés à un public large. La réussite d'un mouvement social dépendrait surtout de sa capacité à user de discours du second type pour « créer de la résonance » (p. 15) à trois niveaux : transnational, supranational et national.

On peut toutefois regretter qu'A. Crespy ne considère la critique qu'au prisme de certaines épreuves, très publicisées, et non dans la manière dont elle peut poindre dans des routines institutionnelles. Or il aurait été intéressant de saisir les appuis plus ordinaires que les acteurs mobilisent pour critiquer tel ou tel pan de la réalité, qui peuvent précisément constituer des conditions de félicité des épreuves observées par l'auteure. Cette inattention aux micro-épreuves internes aux institutions a pour inconvénient de faire *comme si* la critique n'était portée que par des acteurs extérieurs (syndicats, entrepreneurs politiques ou experts-militants), recourant au Parlement européen au vu de sa qualité d'arène politique et de

corps législatif, comme relais des mouvements sociaux. Par ailleurs, cela porte à associer unilatéralement une institution à une position, au risque de quelque réification (la Commission européenne et la Cour de justice de l'Union européenne *seraient* pro-libéralisation). La notion de cadre, ressaisie dans sa dimension interactionniste, inviterait plutôt à appréhender les coalitions idéelles comme le produit d'un travail normatif, réalisé à même l'action, dans des *situations* dont on ne pourrait préjuger ni de la localité, ni de la qualité des protagonistes engagés.

L'ouvrage est remarquable par sa capacité à saisir des dynamiques argumentatives de façon diachronique, dans des pays et à des niveaux variés, en considérant l'engagement critique d'acteurs non institutionnels. De ce fait, il permet de mieux comprendre les tensions inhérentes au projet d'intégration. À cet égard, l'on peut toutefois s'étonner que la fin renoue quelque peu avec le constat d'une néolibéralisation européenne inéluctable. Cette impression d'inexorabilité détonne avec l'analyse du semestre européen (p. 203-209), à propos duquel l'auteure souligne bien ce que les recommandations de la Commission européenne peuvent avoir de contradictoires – incitant les États à renforcer tantôt leurs politiques sociales, tantôt la rigueur budgétaire. Pourtant, plutôt que de déceler là un étrange mariage de circonstances, cet apparent paradoxe devrait encourager à interroger la manière dont ces impératifs sont agencés par les acteurs eux-mêmes, dans leurs raisonnements pratiques.

Marylou Hamm –

Université libre de Bruxelles, Institut d'études européennes

Delreux (Tom), Adriaensen (Johan), dir. – *The Principal Agent Model and The European Union*. – Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017 (Palgrave Studies in European Union Politics). XVIII + 304 p.

Associée au néo-institutionnalisme du choix rationnel, la théorie de l'agence envisage l'intégration européenne comme une série d'actes par lesquels des États (*principal(s)*) délèguent à des entités supranationales (*agent(s)*) une autorité, tout en gardant leur souveraineté lors d'étapes (comme la mise en œuvre d'une directive) ou sur des enjeux stratégiques (comme en matière budgétaire). La délégation peut leur apporter différents bénéfices ; mais elle donne par

la même occasion la possibilité à l'agent d'agir dans un sens contraire à celui initialement recherché par le(s) *principal(s)*. Généralement, la délégation est donc assortie de contrôles permettant aux États d'exprimer leurs préférences à leur(s) agent(s), par exemple *via* la nomination des commissaires ou des juges de la Cour de justice de l'Union européenne. Mais si le contrôle paraît nécessaire, il peut à l'excès neutraliser les bénéfices escomptés de la délégation. Une même tension irrigue les relations des institutions européennes entre elles. On peut ainsi décrire dans ces termes les pouvoirs d'exécution conférés à la Commission européenne, l'autonomie contrariée de la Banque centrale européenne, ou la situation d'un rapporteur au Parlement européen vis-à-vis de sa commission : à chaque fois, il s'agit bien d'un acteur individuel ou collectif qui agit sur la base de l'autorité confiée par d'autres (*délégations*), qui jouit d'une certaine latitude pour ce faire (*discrétion*), elle-même fonction du *contrôle* formellement établi ou effectivement exercé par le(s) *principal(s)*.

Tels sont les termes du problème principal-agent ainsi qu'il se poserait à l'échelle de l'Union européenne (UE), et tels que discutés par Tom Delreux et Johan Adriaensen dans l'introduction à cet ouvrage collectif. De prime abord, on pourrait douter de l'opportunité de consacrer un nouveau volume à une approche dont les applications en science politique ont déjà été largement discutées. Celui-ci se distingue toutefois d'une grande partie de la littérature existante, et ce à plusieurs égards. Alors que la relation d'agence est aujourd'hui essentiellement étudiée *via* des modèles formels, ses propriétés sont ici présentées en langage naturel. L'approche est aussi déclinée dans des situations – autre différence – variées, qui couvrent la délégation (chapitres 3 et 4) et la discrétion des agents (chapitres 6 à 10), voire les deux (chapitre 5). De même, et à rebours d'une certaine tendance à sa déconnexion de la recherche empirique, le modèle est ici confronté à des données qualitatives. C'est par exemple le cas dans la contribution de Niklas Helwig (chapitre 5) qui, à partir d'une enquête de 52 entretiens menée auprès de différentes institutions de l'UE, cherche à comprendre la faible influence du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Elle s'expliquerait ainsi par sa rivalité avec la Commission européenne ; il en ressort que la concurrence entre agents peut

réduire leur discrétion, ici à un niveau inférieur à celui initialement recherché. On retrouve une même base empirique dans le chapitre de Daniela Kroll, qui examine les mécanismes latents et manifestes utilisés par le Conseil européen pour contrôler le Conseil de l'UE (chapitre 7), ou encore dans celui de Thomas Laloux (chapitre 4) sur l'évolution du mode de représentation du Parlement européen dans les négociations aux trilogues. Alors que la littérature formelle sur le principal-agent a régulièrement tendance à se perdre dans des réflexions assez déconnectées des pratiques, ces chapitres permettent de la voir à l'œuvre au plus près du terrain.

Un autre mérite de l'ouvrage est de discuter des limites de ce modèle. Sa conception dyadique peut en effet paraître bien réductrice au regard de la multiplicité des acteurs impliqués dans les politiques européennes. D'un autre côté, son approche hiérarchique peut sembler inopérante là où prévaut une logique de gouvernance et des rapports horizontaux. Mais il ne s'agit pas nécessairement d'obstacles, ainsi que le soulignent T. Delreux et J. Adriaensen dans leur introduction. À condition de relâcher certains postulats (en traitant par exemple la distribution des préférences ou de l'information comme des variables plutôt que comme étant données *a priori*) et de restreindre les applications du modèle aux cas où une relation repose sur un acte de délégation explicite, il peut éclairer sous un nouvel angle les comportements de différents acteurs et institutions. Cette approche « pragmatique » (p. 11) qui conduit à présenter le modèle comme une heuristique s'avère particulièrement féconde. Les nombreux résultats discutés au fil des chapitres mettent ainsi en exergue la récurrence de la tension délégation-discrétion-contrôle comme déterminant des relations institutionnelles à l'échelle de l'UE, et ce en dépit des formes variées qu'elles peuvent prendre. Ce constat global pourrait trouver de nombreuses applications, y compris dans des recherches qui n'adhéreraient pas à l'ensemble des postulats du néo-institutionnalisme du choix rationnel. Placer la focale sur la relation d'agence n'interdit pas en effet d'identifier la pluralité de ses déterminants – et ses produits toujours contingents, ainsi que l'illustrent les nombreuses enquêtes qualitatives de l'ouvrage.

Cyril Benoît –
Sciences Po, CEE

Duranti (Marco) – *The Conservative Human Rights Revolution. European Identity, Transnational Politics, and The Origins of The European Convention.* – Oxford, Oxford University Press, 2017.

528 p. Bibliogr. Index.

Le projet de Marco Durante – écrire une histoire de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) qui explique que les conservateurs se soient montrés, à ses débuts, les plus enthousiastes soutiens de l'Europe des droits de l'homme – devrait intéresser bien au-delà des spécialistes de l'institution strasbourgeoise. Il s'inscrit en effet au croisement de deux ensembles de travaux publiés ces dernières années. Il entre, d'un côté, en dialogue avec une histoire des droits de l'homme (expression qui, comme il le rappelle, est préférée par les Français au lendemain de la guerre à celle de « droits humains », plus inclusive, p. 158) en plein essor, dans le sillage des recherches de Samuel Moyn notamment. D'un autre côté, il participe d'une sociohistoire de la construction européenne qui a entrepris de réévaluer le récit traditionnel d'une Europe fondée sur les seuls idéaux libéraux, cosmopolites et modernistes, pour insister sur ses origines illibérales, ou du moins ambiguës.

Le travail de M. Durante aborde l'histoire de la CEDH jusqu'à la fin des années 1950 au prisme d'une histoire politique, intellectuelle et culturelle large. En effet, celle-ci débute, en amont de la chronologie habituelle, avec les mouvements internationalistes de la fin du XIX^e siècle ; cela conduit l'auteur à ne pas se limiter à l'étude du seul espace européen, pour réinscrire la création de la CEDH dans des débats plus anciens sur le droit international. Par ailleurs, cette focale large se traduit par la mobilisation d'un matériau empirique original. On notera par exemple les descriptions fouillées de l'architecture du Palais de la paix et des cadeaux envoyés par les États pour son inauguration à La Haye en 1913 – qui illustrent de façon remarquable l'imaginaire aristocratique imprégnant le pacifisme juridique du début du siècle dernier. L'auteur privilégie une étude des « espaces transnationaux », au sein desquels interagissent des acteurs et organisations aux affiliations nationales, politiques et intellectuelles fort différentes. Il se distingue en cela des études des « réseaux transnationaux » qui se concentrent souvent sur les relations entre acteurs issus d'un même pays ou groupe politique. Une telle approche requiert un matériau

empirique particulièrement diversifié – et dispersé – dont la collecte et l'analyse n'est pas la moindre réussite de l'auteur (une vingtaine de fonds d'archives institutionnelles et individuelles dans six pays !).

Cette profusion documentaire est mise au service d'une thèse forte. L'ouvrage soutient que l'Europe des droits de l'homme est portée, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par des mouvements transnationaux conservateurs, nostalgiques d'une Europe chrétienne et traditionnelle détruite par l'industrialisation et les drames du début du ^{xx}e siècle. Il met ainsi de côté le clivage rituel entre fédéralistes et fonctionnalistes au profit d'un clivage moins remarqué entre, d'un côté, « romantiques », porteurs d'une vision conservatrice et « spirituelle » de l'Europe, et, d'un autre côté, « technocrates », défendant un modernisme illustré par la création des Communautés européennes. Si la deuxième partie insiste sur le rôle de l'anticommunisme et sur les contextes politiques nationaux (France et Royaume-Uni) de l'après-guerre, la première partie réinscrit ces mouvements dans une histoire plus longue du conservatisme. Elle éclaire leur anti-étatisme – qui ouvre à des rapprochements fascinants avec les projets néolibéraux – ainsi que leur vision impériale du monde, qui produit des « droits de l'homme européen » constituant à certains égards un « contre-projet » de la vision universaliste des droits de l'homme élaborée à l'Organisation des Nations unies (ONU).

En somme, l'apport de cet ouvrage est double. Il propose une lecture de l'histoire de l'Europe des droits de l'homme qui insiste sur leur capacité à exprimer, dans un nouveau langage, des projets conservateurs plus anciens. Il invite ainsi à resaisir « l'antipolitique » des droits de l'homme comme un lieu et un enjeu de batailles politiques. Doté d'un intérêt pour les spécialistes des études européennes, le livre replace les débats transnationaux autour de la dimension « éthique » de la construction européenne au centre du récit historique. Il prend ainsi ses distances avec les approches centrées exclusivement sur sa dimension économique et sur les intérêts des États. Sans en nier l'importance, il suggère que, contrairement à la fameuse thèse d'Alan Milward, l'entreprise de la construction européenne ne peut pas s'entendre comme un effort pour « sauver l'État-nation », dès lors que l'on déplace le regard de l'Europe communautaire vers la CEDH, d'une part, et des

arènes interétatiques vers les espaces transnationaux, d'autre part. Au contraire, pour les conservateurs, l'État se portait si bien au lendemain de la guerre qu'il s'agissait de le limiter en interposant une juridiction supranationale entre les citoyens et lui.

Au titre des quelques faiblesses, on pourra regretter la place limitée consacrée à la discussion du conservatisme comme idéologie politique. S'il est notoirement difficile d'en produire une définition, il semble parfois curieux de compter comme conservateurs des acteurs qui, comme le reconnaît M. Duranti, s'opposaient vigoureusement à cette qualification. En outre, la thèse de l'auteur soulève, inévitablement, des questions quant aux relations entre les conservateurs étudiés dans l'ouvrage et l'autre grand projet européen, celui des Communautés européennes, qui fait, lui, abstraction du langage des droits de l'homme. Quoiqu'il suggère quelques pistes d'interprétation à ce sujet – « l'Europe des droits de l'homme précéda l'Europe du marché et fut centrale à sa légitimation » (p. 166) –, un traitement plus approfondi de cette question cruciale aurait sans nul doute été fécond. Enfin, le lien que l'auteur suggère entre les origines et le rôle actuel de la CEDH demanderait à être étoffé. En suggérant une continuité de ce legs anti-étatique jusqu'à aujourd'hui, on risque en effet de passer sous silence le travail d'interprétation permanente du texte qui a pris place – et les conflits dont il a fait l'objet. Cependant, c'est la richesse de l'ouvrage de M. Duranti que d'inviter à poursuivre les réflexions stimulantes que sa lecture suscite.

Hugo Canihac -

Université Saint-Louis, CrESPo

Fanoulis (Evangelos) - *The Democratic Quality of European Security and Defence Policy. Between Practices of Governance and Practices of Freedom*. - Londres, Routledge, 2017 (Critical European Studies). 178 p. Illustrations.

Depuis les résultats du référendum sur le Brexit de juin 2016 et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) n'en finit plus de renaître tant sur le plan politique et stratégique qu'académique. C'est le sujet choisi par Evangelos Fanoulis qui adopte une approche originale : celle de la qualité démocratique de la PSDC. Chercheur

senior à l'Institute for European Studies de la Vrije Universiteit Brussel, l'auteur s'inscrit dans une démarche d'études européennes critiques.

Précisément, cet ouvrage se penche sur la question du déficit démocratique de la politique européenne de défense (politique intergouvernementale au sein de laquelle le Parlement européen n'a que très peu de prérogatives et seulement consultatives) et se propose d'en explorer les causes en s'appuyant sur une approche post-positiviste basée sur la notion de gouvernementalité chez Michel Foucault. Si le sujet en lui-même n'est pas inédit (nombre de travaux académiques y sont consacrés depuis 2007-2008), l'approche foucauldienne est en revanche originale. L'auteur part d'un constat simple : la politique de défense de l'Union européenne (UE) et sa gouvernance (examinée ici en temps de paix) souffrent d'un déficit démocratique qu'il s'agit non seulement d'analyser mais également de réduire en formulant des propositions visant à augmenter la légitimité de cette politique. L'ouvrage est ainsi une recherche universitaire, qui se reconnaît également une vocation *policy-oriented* dans sa dernière partie en formulant des propositions concrètes destinées aux acteurs de la PSDC.

Le livre se compose de trois parties de deux chapitres chacune. La première partie donne des éléments empiriques sur le déficit démocratique de la PSDC en s'appuyant notamment sur de nombreux entretiens avec des acteurs situés à Bruxelles mais également sur des données quantitatives issues des Eurobaromètres. L'auteur établit ainsi que le déficit démocratique de la PSDC repose sur un double manque de légitimité sortante (*output legitimacy*) et de légitimité entrante (*input legitimacy*). Cette politique est non seulement conduite par des acteurs qui ne rendent guère de comptes aux citoyens européens de par le fonctionnement de sa gouvernance, mais elle produit également des décisions (*outputs*) basées sur la recherche d'efficacité et non de démocratie. Les citoyens européens étant en outre peu et mal informés sur la PSDC, ils sont d'autant moins enclins à contester ce déficit démocratique.

La deuxième partie du livre vise à exposer que ce déficit démocratique est socialement construit. Pour ce faire, l'auteur s'appuie sur une approche foucauldienne. Il utilise la généalogie comme méthode d'investigation, celle-ci lui permettant de révéler le lien entre pouvoir et

connaissance dans la PSDC, et s'appuie également sur le concept de gouvernementalité. Cette approche théorique originale lui permet de montrer que c'est en réalité la façon dont la gouvernance de la PSDC est construite qui alimente son déficit démocratique.

Dès lors, la troisième partie se propose d'avancer des pistes de réflexion normatives visant à impliquer davantage les citoyens européens dans la gouvernance de la PSDC, ce qui en accroîtrait sensiblement la légitimité. Cette partie s'appuie sur le concept de *démocratie agonistique* chez M. Foucault (au sens d'un jeu de luttes comme fondement du processus de décision démocratique) pour proposer une forme de démocratisation de la PSDC.

Ce livre, écrit dans un style fluide, exposant clairement sa méthodologie et son approche théorique, apporte un éclairage original et stimulant sur la gouvernance de la PSDC. Pour autant, le lecteur peut regretter un certain nombre de lacunes. En premier lieu, il aurait été intéressant de resituer le questionnement de l'auteur dans le champ de littérature existant autour du lien entre PSDC et démocratie, ce que celui-ci ne fait pas vraiment. De même, sur le plan empirique, on peut regretter l'absence de traitement des Eurobaromètres 2016 et 2017, et ce d'autant plus qu'un sondage spécial sur la PSDC a été conduit dans la foulée du référendum sur le *Brexit* (Eurobaromètre 461, mai 2017). Enfin, une dernière critique de fond est à soulever ici : l'auteur part du présupposé que les citoyens européens seraient intéressés par la PSDC. Le haut niveau de soutien exprimé envers cette politique dans les Eurobaromètres peut sembler conforter cette hypothèse. Or celle-ci ne semble pas si évidente. Certes le consensus Almond-Lippmann sur la prétendue incompétence du citoyen sur les questions de politique étrangère a fait long feu. Pour autant, il serait nécessaire de poser clairement le débat sur l'intérêt réel des citoyens européens pour la politique étrangère de l'UE (et plus encore sa politique de défense), tant les opérations civiles et militaires européennes sont peu connues en dehors de cercles de praticiens et de chercheurs spécialisés. Il est loin d'être évident que cet intérêt du citoyen aille de soi.

Delphine Deschaux-Dutard -
Université Grenoble Alpes, CESICE

Foret (François), Calligaro (Oriane), dir. – *European Values. Challenges and Opportunities for EU Governance*. – New York/Londres, Routledge, 2018 (Routledge Studies on Government and The European Union). 190 p. Illustrations.

Quelles sont les valeurs qui définissent les politiques européennes ? C'est la question à laquelle répond ce remarquable ouvrage collectif, dont les contributions, parfois inégales en qualité, ne manquent cependant pas d'intérêt. Coordonné par François Foret et Oriane Calligaro, il réunit des études de cas et des analyses sociohistoriques de chercheurs spécialistes en études européennes. Les auteurs proposent une réflexion collective sur la définition de ce qu'ils désignent comme des « valeurs européennes » et explorent les conditions et les contextes dans lesquels elles sont apparues sur l'agenda politique européen, étudient leur polysémie dans les débats politiques et montrent leurs différents effets sur les politiques publiques. Particulièrement, ils mettent en lumière les enjeux liés aux nombreuses crises que traverse l'Union européenne (UE) (qu'elles soient politiques, géopolitiques, institutionnelles, économiques ou encore financières) et tentent de comprendre les valeurs qui rassemblent les citoyens européens. Par là, ils mettent en lumière ce qui permet de justifier l'action publique européenne et les processus de gouvernance.

Les valeurs européennes ne sont pas celles des Européens : l'ouvrage n'aspire pas à définir les valeurs des citoyens mais à montrer comment certaines d'entre elles sont au cœur de débats politiques et institutionnels dans l'arène européenne. Celles-ci ont été évoquées, et même invoquées, depuis les débuts de l'UE et tout au long de son histoire, à la fois dans les traités et par les acteurs politiques et institutionnels dans leurs discours, pour justifier un nouveau système politique, mais aussi pour se légitimer et justifier une certaine « européanité ».

Tout au long des huit chapitres qui constituent cet ouvrage, les auteurs se focalisent sur trois valeurs européennes mobilisées par les autorités publiques et les acteurs de l'Eurocratie comme des ressources politiques susceptibles de produire des effets et soumises à des interprétations différentes selon les acteurs en compétition : la *dignité humaine* accompagnée de la montée de la moralité en politique, l'*État de droit* et l'enchevêtrement des répertoires politiques et juridiques, et la *démocratie* – transparente et participative.

Les auteurs proposent une définition des valeurs comme représentations culturelles comportant une dimension intégrant à la fois un jugement du bien ou du mal de même qu'une charge émotionnelle importante. Leurs significations, modes d'énonciation et pouvoirs normatifs varient selon les contextes socioculturels. Pour eux, les valeurs diffèrent de l'identité, qui constitue un système de représentation à plusieurs niveaux plus complexe caractérisant un individu ou un groupe social, et dont les valeurs constituent l'un des facteurs qui, combiné aux autres, participe à sa définition.

L'objectif du livre est d'analyser les avantages, modalités et effets de l'utilisation de ces valeurs par les acteurs de l'Europe et d'explorer leur polysémie : quels en sont les effets sur la gouvernance ? Observe-t-on le développement d'une communauté européenne de valeurs communes ? Quels sont leurs effets sur la démocratie ?

Ces valeurs européennes peuvent être utilisées dans différents scénarios : par les acteurs politiques dans leur quête de légitimité (*governing through values*), comme un problème à résoudre dans le cas de questions éthiques (*governing values*) ou encore comme l'enjeu de luttes de pouvoir entre acteurs qui remettent en cause les équilibres établis (*governed by values*). Les chapitres explorent ainsi ces trois modalités de gouvernance des valeurs à travers une identification explicite de celles-ci en tant que telles, leur signification, la temporalité de leur émergence, le passage de leur énonciation institutionnelle à leur implémentation politique, les interprétations compétitives qui en sont données par les acteurs et leurs effets sur les citoyens.

On soulignera la diversité des contributions et des contributeurs, l'ouvrage traitant aussi bien du droit à l'avortement (chapitres 2 et 4) que des questions liées à la démocratie participative (chapitres 7 et 8) ou à la Cour de justice de l'Union européenne (chapitre 5), tout en donnant la place à de jeunes chercheurs comme à des universitaires confirmés. On retiendra également la volonté des coordinateurs du livre, particulièrement intéressante et féconde sur le plan intellectuel, d'apporter des éclairages concrets sur le concept de valeur européenne, qui justement tire sa force de sa flexibilité d'interprétation et d'appropriation par différents acteurs, à travers une multiplication tout à fait pertinente des entrées et des points de vue. C'est ainsi le phénomène de politisation, plus ou moins efficace et réussi, du système politique de l'UE qui est mis en

lumière par les auteurs. En donnant corps et sens aux « valeurs européennes » inscrites dans les traités et utilisées par les acteurs politiques et institutionnels dans leur rhétorique politique, cet ouvrage permet de saisir comment leur utilisation par différents acteurs (politiques, institutionnels et citoyens) nous renseigne sur le mode de gouvernance européenne. On comprend que les valeurs sont inextricables des processus de (nouvelle) gouvernance européenne et des processus de « gouvernement sans gouvernement » à travers l'élaboration et la mise en place de politiques publiques qu'elles justifient. Ce gouvernement par les valeurs, qui servent à justifier un ensemble de « bonnes pratiques » et rappellent les techniques du *new public management*, permet ainsi de faire tenir ensemble l'Europe des peuples et l'Europe du marché.

Florian Tixier -

Université libre de Bruxelles, ReSIC-ULB, université Paris I
Panthéon-Sorbonne, CESSP

Galpin (Charlotte) - *The Euro Crisis and European Identities. Political and Media Discourse*

in Germany, Ireland and Poland. - Basingstoke,

Palgrave Macmillan, 2017 (New Perspectives in German Political Studies). XV + 259 p.

Charlotte Galpin cherche à comprendre les transformations des identités et des espaces publics en Europe à la suite de la crise de l'euro. Plutôt que de s'attarder sur ses effets politiques sur la gouvernance de l'Union européenne (UE), l'auteure ancre la crise de l'euro dans les différents espaces nationaux. Elle ne postule pas *a priori* une européanisation des enjeux et des débats. Elle part, au contraire, de l'idée que ce qui se joue dans l'UE lors de ces moments paroxystiques, plutôt gérés par des chefs d'État et de gouvernement, est la confrontation de compréhensions et de traductions nationales d'enjeux européens par les acteurs politiques et médiatiques. Plus conjoncturellement, elle s'interroge sur la place de l'Allemagne (et du gouvernement Merkel) dans la gestion de cette crise au regard de sa demande politique interne, inaugurant ainsi la nouvelle collection *New Perspectives in German Political Studies* de Palgrave.

C. Galpin défend une approche par l'institutionnalisme discursif : tenir compte des productions discursives des institutions politiques et médiatiques dans la construction d'une identité, en examinant certains articles et éditoriaux de

presse ainsi que les discours des protagonistes de la crise devant leurs assemblées politiques. L'intégration européenne doit être comprise dans ces variations nationales des cadres sociaux, construites sur le temps long. Il ne s'agit pas pour l'auteure de défendre l'idée qu'existerait une identité commune européenne, mais plutôt – et c'est déjà beaucoup – d'affirmer que cohabitent autant d'identités nationales européanisées.

Dans la lignée des travaux sur le *banal euro-peanism* (Michael Billig, Laura Cram), C. Galpin construit son intrigue sociologique sur la crise de l'euro comme une *conjoncture critique* pouvant mettre au jour une identité commune. Cette entrée permet de se demander si le signifiant « monnaie commune » est suffisamment puissant pour agir comme un vecteur d'une identité européenne minimale. Le poids des structures identitaires nationales reste cependant trop structurant. Ce faisant, elle renverse la perspective sur les crises qui ne sont pas des « chocs externes » (p. 25) mais bien des crises construites comme telles par les producteurs de biens symboliques (journalistes et dirigeant.e.s politiques) « autour d'idées existantes » nationalement (p. 30). Il n'y a donc pas une mais plusieurs crises de l'euro « l'appréhension de la crise comme une crise "nationale" reflète bien plus des identités nationales qui n'ont pas été européanisées, tandis que les enjeux européens servent d'instruments au bénéfice ou aux dépens des identités nationales » (p. 35). Il n'y a pas seulement différentes Europe, mais l'Europe, elle-même, renvoie à des « multiples Autres », construits à l'intérieur des frontières nationales.

C. Galpin construit sa démonstration en comparant les débats publics de trois pays. L'Allemagne, en tant que pays crédeur, reste le pays pivot de cette étude en comparaison duquel sont exposés les cas de l'Irlande, pays débiteur et longtemps accusé d'être l'un des PIIGS (Portugal, Ireland, Italy, Greece et Spain) de la zone euro ; et un pays non-membre mais candidat putatif à l'eurozone, la Pologne. En Allemagne, sans grande surprise, c'est la question de l'orthodoxie budgétaire et la foi dans l'ordolibéralisme qui structurent les prises de position. Ces positions ne sont pas engendrées par la crise mais la précèdent. Elles sont exacerbées à cette occasion, en jouant la division entre une Europe du Nord rigoriste et une Europe du Sud laxiste. À l'inverse, en Irlande, c'est plutôt la question de la souveraineté nationale d'un petit pays menacé par les tentations hégémoniques de grands pays qui ordonne le débat

(et moins celle de la dette). L'Europe n'y est donc pas organisée suivant un axe Nord/Sud mais sur la base d'une distinction petit/grand. Cette division se retrouve aussi en Pologne qui craint de se faire reléguer en « seconde zone » du club européen. En effet, les négociations se déroulant essentiellement entre chefs d'État et de gouvernement de l'eurozone, ceux-ci ne tiendraient pas suffisamment compte de l'avis des dirigeants polonais. Ce sont donc bien trois Europe et trois enjeux qui sont mis au jour. S'il est difficile d'anticiper le nombre d'Europe qui traversent les espaces publics, C. Galpin rappelle utilement que ces constructions politiques sont contingentes.

Il faudrait sans doute, pour être complet, adjoindre, à cette étude, une enquête sur la Grèce et poursuivre le travail par une analyse des débats autour de la crise des réfugiés pour voir plus clairement dans quelle mesure les enjeux (économiques ou migratoires) ordonnent différemment (ou non) les espaces publics. À défaut, l'auteur a préféré venir sur le terrain du *Brexit* et de l'euroscepticisme dans un dernier chapitre qui traite de façon un peu trop large, sans véritable méthode, les débats au Royaume-Uni ainsi que les raisons de l'apparition du parti allemand d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). La démonstration y est faite de raccourcis un peu hâtifs. L'autre regret à la lecture réside dans les trop faibles explications de la méthode et de la construction du corpus de textes étudiés. Le lecteur n'est jamais totalement empiriquement convaincu. C'est d'autant plus fâcheux que la présentation des cas nationaux (et en particulier du rappel du cas allemand) est un peu répétitive. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage apporte des éléments essentiels à l'étude de la médiatisation des enjeux européens au sein des espaces publics nationaux.

Nicolas Hubé -

Université de Lorraine, Centre de recherche sur les médiations (CREM)

Georgakakis (Didier) - *European Civil Service in (Times of) Crisis. A Political Sociology of The Changing Power of Eurocrats*. - Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017 (Palgrave Studies in European Political Sociology). XIII + 329 p. Illustrations.

Aujourd'hui, la fonction publique de l'Union européenne (UE) est invisibilisée. Alors qu'elle regroupe plus de

40 000 personnes, les seuls discours publics à son sujet insistent sur la nécessité de la rendre plus efficace et moins coûteuse. La situation actuelle tranche avec les premières décennies de la Communauté économique européenne. Au cours de cette période, qui s'étend jusqu'aux années 1990, les fonctionnaires les plus éminents voient leurs qualités morales célébrées dans des mémoires, des articles de presse ou des notices nécrologiques. L'ouvrage de Didier Georgakakis montre les ressorts sociaux de la perte de prestige de la fonction publique européenne et ses conséquences sur l'Union européenne comme projet supranational. Donnant corps à l'idée européenne, les fonctionnaires ont contribué à légitimer des institutions supranationales telles que la Commission européenne. De ce fait, la fragmentation que connaît aujourd'hui ce groupe élitare est devenue, selon l'auteur, un obstacle à une véritable relance de l'intégration européenne.

Trois chapitres reviennent d'abord sur la genèse de ce groupe social. Le caractère transnational de la fonction publique européenne donne à l'idée européenne une existence concrète. Bien qu'issus des mêmes catégories sociales que les élites administratives de leurs pays respectifs, les fonctionnaires forgent un *ethos* fondé sur le désintéressement et la promotion de « l'intérêt communautaire » contre les « égoïsmes nationaux ». Des facteurs objectifs contribuent à la construction symbolique du groupe : le concours, dont la préparation devient un rite de passage, mais aussi le statut, qui garantit une progression de carrière et des rémunérations comparables. Dans cette première partie du livre, le chapitre 4 est le plus stimulant. Au moyen d'une analyse géométrique des biographies des plus hauts fonctionnaires, il met en évidence un espace structuré par le caractère plus ou moins européenisé de la trajectoire des individus. Cette structure se retrouve dans les institutions : au sein de la Commission européenne, certaines directions générales centrales, comme celles de la concurrence ou du commerce, recrutent des profils plus européenisés alors que d'autres, les moins prestigieuses, recrutent surtout des spécialistes davantage ancrés dans leur pays d'origine.

La deuxième moitié de l'ouvrage décrit la crise qui affecte la fonction publique européenne depuis le début des années 2000. Présentée en 2000, la réforme dite « Kinnock » du statut de la fonction publique élimine du concours d'entrée l'examen de culture générale et de connaissance

de la construction européenne pour le remplacer par un test psychotechnique passé en *assessment center*. Le recrutement joue désormais moins son rôle d'instance de socialisation aux institutions communautaires. Deux autres facteurs du déclin de la fonction publique sont liés à la trajectoire politique de l'UE. L'élargissement de 15 à 27 membres en 2004 et 2007 mène à l'intégration d'une nouvelle génération de fonctionnaires qui n'adhèrent pas autant que leurs aînés à « l'idée européenne ». Enfin, la crise économique et financière de 2008 et ses conséquences politiques légitiment les discours dénonçant le coût excessif de la bureaucratie européenne et voient les États membres intervenir davantage dans la gestion quotidienne de l'UE.

Le premier mérite de cet ouvrage est de donner accès à un public anglophone les fruits de 20 ans de recherche sur la haute fonction publique européenne. Ainsi rassemblés, ces textes, dont certains ont déjà été publiés, entrent en cohérence. En multipliant les perspectives et en exploitant des matériaux divers (archives institutionnelles, analyse géométrique, ethnographie...), ils éclairent la légitimation du projet d'intégration européenne. Contrairement à des contributions qui ont insisté sur la porosité des institutions européennes, le présent ouvrage fait l'hypothèse d'un groupe social qui s'est développé par et pour l'Europe. On comprend dès lors la volonté de l'auteur d'expliquer les récentes transformations des institutions européennes par une crise du groupe social qui les a portées pendant des décennies. Mais ce lien n'est pas exploré de manière assez systématique et laisse de côté certains développements qui font suite aux crises financières, économiques et budgétaires survenues à partir de 2008. Si, dans certains domaines, le Conseil européen a repris la main sur la Commission européenne, cette dernière est au cœur de l'application de nouveaux textes comme le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance signé en 2013. Aujourd'hui, aux côtés de la Banque centrale européenne, elle contrôle les politiques budgétaires, économiques et bancaires des États membres. Ainsi, s'il y a bien eu une crise de reproduction d'une élite administrative constituée autour du projet européen, ce déclin ne signifie pas la fin de l'Eurocratie, un groupe dont les recompositions en cours sont finalement peu abordées dans l'ouvrage. Toutefois, cette limite n'enlève rien à la qualité du livre et

ne fait que confirmer l'actualité du programme de recherches sur la bureaucratie européenne ouvert par D. Georgakakis.

Sebastian Billows -

Max Planck Institute for the Study of Societies

Grimmel (Andreas), Giang (Suzanne My), dir. -
Solidarity in The European Union. A Fundamental Value in Crisis. - Berlin, Springer, 2017. XI + 175 p.

Cet ouvrage codirigé par Andreas Grimmel et Suzanne My Giang a pour ambition de questionner l'exercice et la définition de la solidarité dans l'Union européenne (UE). Celle-ci apparaît en effet comme accablée par un nombre de crises d'une ampleur sans précédent dans son histoire : « Crise financière permanente, migration, émergence des partis nationalistes, des mouvements séparatistes et des menaces terroristes. » (p. 1) Dès lors, les auteurs ambitionnent de comprendre ce que signifie le manque de solidarité et quelles en sont les implications sur le projet d'intégration européenne et ses développements futurs. Ces questions sont particulièrement pertinentes, selon eux, car elles interrogent une valeur fondamentale de la construction européenne, mise en danger par les différentes crises, et qu'il est nécessaire de retrouver. En effet, inscrite dans les traités, la solidarité peut prendre des formes multiples : elle peut être créée par rapport à des besoins de sortie de crise comme dans le cas des crises financières ou migratoires, elle peut être un processus constitutif et graduel du développement de l'UE, ou elle peut également être une fin au projet européen. Néanmoins, au-delà de ces différentes conceptualisations, la solidarité doit aussi être exercée et pratiquée au sein de l'UE. Ce livre a donc une double ambition : interroger la solidarité tant comme concept théorique que comme pratique dans l'UE.

Afin de questionner la solidarité, à peine définie comme une valeur centrale de l'UE, l'ouvrage est une collection de chapitres sur des thématiques et des cas d'étude qui mettent en lumière des pratiques, des définitions ou encore des illustrations de la solidarité européenne. L'objectif est de croiser les cas mais également les approches disciplinaires car les directeurs d'ouvrage ont convoqué des chercheurs en science politique, en sociologie, en droit ou encore en philosophie pour répondre à leurs questions. Cette approche interdisciplinaire est définie comme

nécessaire afin de saisir la complexité des défis multiples pour la solidarité dans l'UE. Sans développer de cadre théorique commun, l'ouvrage est organisé autour de deux grandes parties : la première s'intéresse à la valeur de solidarité plutôt comme un concept constitutif de l'UE, la seconde illustre des cas significatifs de crise de la solidarité européenne (comme la crise financière, la crise migratoire ou le *Brexit*).

Les lecteurs intéressés par la valeur de la solidarité européenne trouveront dans cet ouvrage de multiples définitions et illustrations empiriques. Les cas sont contrastés, très contemporains et largement documentés pour fournir un matériel théorique et empirique dense aux praticiens, experts, étudiants ou académiques souhaitant en savoir plus sur la question de la solidarité européenne. De ce point de vue, l'ouvrage répond à ses ambitions initiales et livre des chapitres interdisciplinaires de qualité.

Néanmoins, un élément central manque à cet ouvrage : un fil conducteur théorique ou empirique. En effet, il est le produit d'une conférence intitulée « Solidarity and Its Crisis in The European Union » qui a eu lieu à l'université de Hambourg en juin 2016. À la lecture, il semble que l'introduction ne soit qu'un commentaire général qui justifie la compilation des chapitres et la problématique centrale sans pour autant développer d'autres arguments théoriques ou empiriques. Le manque de discussion initiale sur la notion de solidarité dans le texte introductif en fait un concept flou qui n'est pas discuté de manière critique ou contradictoire. Les différents auteurs s'en saisissent singulièrement mais il n'y a pas de discussions préliminaires ou conclusives qui permet de faire le lien entre les chapitres. L'exercice collectif relève donc de la juxtaposition de textes plutôt que d'une articulation théorique ou empirique cohérente. Cette structure révèle également un manque de rapport critique à l'objet, la solidarité européenne, qui est définie dans le livre comme un manque à combler. En conclusion, recueil interdisciplinaire sur la valeur de solidarité européenne, cet ouvrage offre des angles d'analyse contrastés et largement documentés pour les lecteurs intéressés par une connaissance généraliste et contemporaine sur cet objet.

Fanny Sbaraglia -

Université libre de Bruxelles, Cevipol

Guth (Jessica), Elfving (Sanna) - *Gender and The Court of Justice of The European Union.* -

Londres/New York, Routledge, 2018 (Routledge Research in Law). 190 p. Index.

L'ouvrage de Jessica Guth et Sanna Elfving est le fruit d'un travail de juristes sur la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui vise cependant à produire une étude pluridisciplinaire à la croisée du droit, de la science politique et des études de genre. Ce positionnement est aussi un programme scientifique : l'objectif n'est pas « seulement » d'appréhender plus finement les conceptions et récits qui nourrissent les arrêts de la Cour sur des sujets liés aux questions de genre ou d'intersectionnalité, mais bien de disposer d'une vision plus complète et plus précise de la CJUE et de son fonctionnement dans leur ensemble. Les deux auteures affirment en effet très clairement que ces multiples perspectives disciplinaires, au premier rang desquelles les lunettes analytiques du genre, permettent de mieux saisir la jurisprudence de la CJUE et d'avoir une compréhension plus précise de la Cour et de ses mécanismes décisionnels. Plus encore, il y a une conviction politique tout autant que scientifique qui est à l'origine de l'ouvrage et qui en justifie le projet : une CJUE plus diverse dans sa composition et plus sensible aux inégalités de genre est une Cour plus représentative et plus légitime, mais c'est aussi, et surtout, une Cour qui rend de « meilleures décisions » et qui contribue à améliorer la qualité du système judiciaire (p. 2).

Cette dimension normative et cette orientation *problem-solving* guident l'organisation de l'ouvrage qui, dans sa volonté de démontrer l'utilité d'une perspective genrée, a l'avantage de se révéler très pédagogique. Il est constitué d'une succession de chapitres relativement succincts qui visent à apporter des éléments de connaissance sur quelques questions bien délimitées. J. Guth et S. Elfving montrent ainsi que : la composition sexuée de la CJUE est importante du point de vue de la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes, tant symboliquement que matériellement (chapitre 3) ; le fonctionnement procédural de la CJUE a des implications genrées et induit des inégalités d'accès à la justice (chapitre 4) ; la jurisprudence de la Cour portant spécifiquement sur des questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes (égalité salariale, actions positives en matière de recrutement et de promotion, temps partiel, accès des femmes à des

emplois militaires, etc.) n'a pas nécessairement contribué à promouvoir l'égalité (chapitre 5) ; les décisions de la Cour portant sur des questions qui ne sont *a priori* pas directement liées à l'égalité entre les femmes et les hommes, en particulier la libre circulation et la citoyenneté, tendent à contredire l'objectif de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes (chapitre 7). Par ailleurs, elles soulignent à quel point une approche plus inclusive et intersectionnelle de la notion d'égalité pourrait enrichir les décisions de la CJUE et renforcer sa prise en considération des droits fondamentaux (chapitre 6).

Dans l'ensemble, il est bien évidemment possible de regretter que d'autres travaux examinant la CJUE et son rôle au sein de la gouvernance européenne sous un double angle juridique et politique et leurs apports ne soient pas pris en considération (voir notamment Sabine Saurugger, Fabien Terpan, *The Court of Justice of The European Union and The Politics of Law*, Palgrave Macmillan, 2017), ou encore qu'une trop faible place soit accordée à la littérature portant sur l'activisme judiciaire et sur les usages stratégiques du droit au niveau européen qui a montré comment le recours à la Cour de Luxembourg, en dépit de nombreux obstacles, a pu constituer un moyen d'action central pour défendre les droits de groupes discriminés, notamment en permettant à certain.e.s entrepreneur.e.s politiques de contourner des blocages nationaux (comme l'ouvrage de Cécile Guillaume, *Syndiquées. Défendre les intérêts des femmes au travail*, paru aux Presses de Sciences Po en 2018, en offre une belle illustration pour le Royaume-Uni). Il est également toujours possible de faire la fine bouche devant un projet qui affiche et assume un positionnement fonctionnaliste qui peut paraître un peu naïf par endroit en raison de sa conception parfois un peu enchantée des changements que peuvent produire la mise au jour des inégalités et le dévoilement de leurs effets par les études de genre.

Cependant, cet ouvrage vient combler un manque flagrant, 12 ans après le travail fondateur de Rachel Cichowski en 2007 (*The European Court and Civil Society. Litigation, Mobilization and Governance*, Cambridge University Press) sur les dynamiques à l'œuvre entre la CJUE et les mouvements de défense de l'environnement et des droits des femmes. De plus, une analyse systématique du fonctionnement et des décisions de la Cour et de leurs effets en termes de genre apparaît

loin d'être superflue – et pas uniquement pour les spécialistes des études de genre au niveau européen.

Sophie Jacquot –

Université Saint-Louis Bruxelles, IEE, CRÉSPO

Hutter (Swen), Grande (Edgar), Kriesi (Hanspeter), dir. – *Politicising Europe. Integration and Mass Politics*. – Cambridge, Cambridge University Press, 2016. 360 p. Bibliogr. Index.

Cet ouvrage est le fruit d'un projet collaboratif consacré à l'analyse du processus de politisation de l'intégration européenne. Après l'échec du traité constitutionnel européen en 2005, de nombreuses études ont montré que, depuis Maastricht, la construction européenne est progressivement devenue un enjeu controversé dans la plupart des États membres, capable de redessiner les clivages politiques traditionnels. Parmi cette importante littérature, *Politicising Europe* se démarque par l'impressionnant travail empirique mené dans six pays européens, dont cinq membres de l'Union européenne (UE) (Allemagne, Autriche, France, Royaume-Uni et Suède) et un non-membre (Suisse), sur quarante ans, des années 1970 à 2012.

Selon Swen Hutter, Edgar Grande et Hanspeter Kriesi, derrière le constat consensuel d'une politisation de l'Europe, de nombreux désaccords persistent quant à : 1. la portée du phénomène (l'UE est-elle devenue un objet de « politique de masse » ? Tous les États membres sont-ils également touchés ?) ; 2. sa durabilité (existe-t-il un clivage européen qui aurait le potentiel de restructurer la compétition politique sur le long terme ou seulement des controverses limitées à des événements spécifiques ?) ; 3. ses conséquences aussi bien sur la politique nationale que le futur de l'intégration européenne. Ces questions refléteraient un défaut de conceptualisation de ce qu'est la politisation et un manque d'évidence empirique auxquels les auteurs proposent de remédier dans ce livre collectif, qui se lit comme une monographie.

L'ouvrage est divisé en quatre parties. Les deux premiers chapitres sont consacrés à la présentation théorique et méthodologique de la démarche adoptée. La deuxième partie (chapitres 3 à 5), essentiellement descriptive, expose une « cartographie de la politisation de l'intégration européenne ». Les causes et conséquences de

celle-ci sont l'objet de la troisième partie (chapitres 6 à 10). Afin d'expliquer les différents schémas et niveaux de politisation observés d'un pays et d'une période à l'autre, trois « forces motrices » sont tour à tour examinées : les enjeux constitutifs de la construction européenne, les stratégies des partis politiques, notamment celles de la droite radicale, et les cadrages culturels de l'UE véhiculés par les acteurs politiques. Le dernier chapitre conclut l'étude.

Les auteurs définissent la politisation comme « l'élargissement du champ conflictuel dans le système politique » (p. 7) et en retiennent trois dimensions pour construire un « index de politisation » appliqué à l'intégration européenne : la *saillance* de l'enjeu, la *diversification des publics* concernés et l'*intensité* (ou polarisation) du conflit politique. Ils identifient trois sources majeures de conflit – la souveraineté, l'identité et la solidarité – qui ont eu un effet tant sur le processus d'intégration lui-même que sur les secteurs de coopération et les institutions. Cet index permet ainsi de rendre compte avec acuité de la formation du clivage européen sur quatre décennies.

D'un point de vue empirique, l'index de politisation est calculé à partir de l'analyse des débats publics sur l'intégration européenne tels que rapportés par un quotidien de qualité dans chaque pays (par exemple *Le Monde* en France) dans trois contextes différents : les principales étapes du processus de construction européenne (notamment l'adoption des traités et les élargissements) ; 61 élections nationales ; et des épisodes protestataires à l'encontre de l'Europe entre 1995 et 2010 (comme les mobilisations des agriculteurs contre les réformes de la Politique agricole commune [PAC]).

Les auteurs montrent ainsi que la politisation de l'UE est un processus plus complexe que ne le laisse supposer la théorie post-fonctionnaliste selon laquelle la construction européenne est désormais contrainte par l'opposition grandissante du public qui, jusque-là, s'en désintéressait. Ainsi, s'il ne fait aucun doute qu'il y a politisation de l'enjeu européen, elle est plus modeste qu'attendue et est loin d'être une tendance uniforme. Au contraire, elle varie d'un espace politique à l'autre et d'une période à l'autre. Ils concluent ainsi à une *politisation ponctuelle*,

reposant principalement sur d'intenses épisodes conflictuels, toutefois limités dans le temps, concernant surtout les enjeux constitutifs de la construction européenne. Selon eux, les *acteurs politiques sont la clé pour comprendre la politisation de l'UE* (p. 284) : celle-ci est alors interprétée comme une *opportunité stratégique* pour les acteurs politiques, en particulier les partis, de mobiliser les citoyens.

Au regard de l'importance des données collectées résultant d'une stratégie de recherche ambitieuse, la démonstration est particulièrement convaincante. Elle permet de relativiser la politisation de l'UE, bien souvent surestimée par les acteurs concernés. Toutefois, comme pour toute analyse comparative, on peut s'interroger sur le choix des pays étudiés, notamment celui de la Suisse, non membre de l'UE. Ainsi, aucun pays d'Europe de l'Est ou du Sud n'est représenté, ce qui pose la question de la généralisation des résultats à ces régions.

Cyrille Thiébaud -
Sciences Po, CEVIPOF

King (Desmond), Le Galès (Patrick), dir. -
Reconfiguring European States in Crisis. -
Oxford, Oxford University Press, 2017. 512 p.¹

Cet ouvrage collectif dirigé par Desmond King et Patrick Le Galès a pour ambition d'analyser les transformations récentes des États européens dans un contexte de crises multiples, qu'elles soient de nature migratoire, climatique, politique, économique ou financière. L'érosion de la confiance des citoyens envers les élites politiques et administratives fragilise également les États qui peinent à trouver des solutions à ces multiples enjeux. Cette crise de la démocratie représentative affaiblit les systèmes partisans traditionnels au profit de partis plus extrêmes qui se revendiquent comme des solutions alternatives tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique. Ces différents facteurs impliquent un désenchantement de l'État qui apparaît comme dysfonctionnel et peu légitime pour répondre efficacement et durablement à ces multiples enjeux contemporains.

Pour les directeurs d'ouvrage, ce contexte est l'opportunité de renouveler les questionnements sur l'État aujourd'hui en Europe et d'investiguer

1. Cet ouvrage a fait l'objet d'une lecture critique sous la plume de Christophe Roux dans le numéro de juin 2018 (68-3) de la revue sous l'angle spécifique de la sociologie de l'État.

« la reconfiguration des États européens (plus ou moins) démocratiques en crise, leurs capacités, leurs activités et leur légitimité, en terme comparatif » (D. King, P. Le Galès, p. 1). L'objectif du travail collectif est alors d'associer différentes contributions pour rendre compte des transformations engendrées par les multiples crises survenues ces trente dernières années et qui défient les conceptions wébériennes des tâches étatiques.

Pour ce faire, les auteurs envisagent l'État de manière multidimensionnelle et mettent en lumière deux éléments afin de condenser les caractéristiques qui déterminent *a priori* les États européens dans le contexte de crises : premièrement, les États européens seraient devenus des « *policy states* », c'est-à-dire des États où la performance des politiques publiques est le principal moteur de changement. Deuxièmement, ils seraient désormais sous l'influence d'organismes (européens, transnationaux, internationaux, locaux, régionaux) de nature variable (privés, publics, ou issus de la société civile). Les réseaux de l'État se sont donc multipliés et rendent l'exercice de son autorité d'autant plus complexe.

Afin de dépasser la comparaison politico-historique comme approche de la transformation des États européens, les auteurs définissent quatre angles d'observation qui organisent les 22 chapitres de l'ouvrage (p. 15) : les reconfigurations de l'État induites par les changements d'échelle de pouvoirs politiques, comme dans la société et l'économie ; les transformations dues à l'économie capitaliste (et notamment la financiarisation de l'économie) et les réponses à la crise (comme les politiques d'austérité) ; la manière dont les instruments d'action publique, notamment l'accès à de nombreuses données, ont modifié l'exercice de l'action de l'État ; les restructurations inhérentes au transfert progressif des politiques militaires à des politiques de sécurité d'État.

Dans la conclusion, les directeurs d'ouvrage discutent l'ensemble des contributions et définissent les principaux facteurs qui ont transformé les États européens : ceux-ci ont principalement été influencés par leurs populations (*demos*), les autres élites politiques européennes, les juridictions et régulateurs internationaux, ainsi que par les marchés financiers et les grandes entreprises. Cela a conduit à la fabrique d'un État transnational, capitaliste, orienté vers la performance de l'action publique et membre de l'UE

(*transnational, capitalist policy, member state*). Les auteurs confirment une dilution des tâches wébériennes dans des relations internes et externes aux États qui participent à leur mise en compétition avec des organismes d'autres niveaux et de nature variable. Ils concluent que ces caractéristiques d'un État européen transformé par les multiples crises met la démocratie en péril car il devient plus complexe de trouver un langage politique commun pour satisfaire des voix diffuses et divergentes.

Cet ouvrage est remarquable et particulièrement stimulant tout d'abord car il repose sur un ancrage théorique développé et commun à l'ensemble des contributions qui permet aux auteurs de proposer une définition actualisée et alternative de l'État européen. Ceci témoigne du travail collectif orchestré par D. King, P. Le Galès qui, ayant rassemblé des contributeurs à la pointe de leur domaine de recherche, livrent un ouvrage particulièrement pertinent au regard des débats scientifiques actuels. Le seul bémol que nous pourrions mentionner est le manque de lisibilité méthodologique des différentes contributions. Néanmoins, cela ne nuit pas à l'excellente qualité du livre et permettra aux lecteurs intéressés par les transformations contemporaines de l'État d'obtenir de multiples angles de compréhension.

Fanny Sbaraglia -

Université libre de Bruxelles, Cevipol

Kluger Dionigi (Maja) - *Lobbying in The European Parliament. The Battle for Influence*. - Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017 (Palgrave Studies in European Union Politics). XV + 199 p. Illustrations.

Depuis une vingtaine d'années, la place des groupes d'intérêt dans la production législative européenne suscite un intérêt croissant des chercheurs. Leurs travaux se sont orientés notamment dans deux directions. Une partie est animée par la question classique des déterminants de l'influence, tandis qu'une autre s'intéresse aux lobbyistes en tant que professionnels de l'Europe. Le livre de Maja Kluger Dionigi, tiré de sa thèse de doctorat soutenue en 2012 à la London School of Economics, appartient au premier groupe de travaux et conçoit l'influence comme le fait « d'atteindre [ses] objectifs [...] dans la prise de décision à travers l'activité du groupe d'intérêt même et/ou à travers l'anticipation de celle-ci de la part des eurodéputés » (p. 6). Il

examine quatre études de cas : la réglementation des émissions de dioxyde de carbone des camionnettes, du temps de travail des chauffeurs indépendants, de l'étiquetage nutritionnel et du congé maternité.

À partir de ces cas, l'ouvrage vient nuancer de manière convaincante deux présupposés sur le lobbying au niveau européen : d'un côté, celui sur l'influence généralisée des milieux d'affaires à Bruxelles, et, de l'autre, celui selon lequel le Parlement européen serait plus à même que les autres institutions de défendre les intérêts publics. Sur le premier point, tout en confirmant le constat général de la position avantagée des milieux d'affaires à Bruxelles, M. Kluger Dionigi identifie les facteurs affaiblissant cet avantage, comme les fréquentes divisions internes au sein du milieu des affaires sur les enjeux de régulation, les cas de forte politisation des enjeux ou encore le positionnement moins favorable aux intérêts de ces milieux de certaines commissions du Parlement européen. Ces conclusions s'appuient sur un cadre explicatif qui reprend la grille des « trois I », courante dans les études des politiques publiques. L'auteur la décline à sa façon en trois ensembles de facteurs d'influence des groupes d'intérêt, « *interests* », « *issues* », « *institutions* » : facteurs liés à la mobilisation des membres du groupe ainsi que de groupes concurrents ; ceux relatifs au cadrage et au caractère « saillant » ou non de l'enjeu ; et enfin facteurs institutionnels. À défaut de faire émerger des hypothèses pointues, ce cadre synthétique permet de présenter les cas de manière intelligible et facilite la comparaison.

Sur le deuxième point, le livre permet de comprendre combien la transformation du rôle du Parlement européen est liée à l'imbrication des règles formelles et des pratiques informelles, qui détermine également les opportunités d'influence des groupes d'intérêt. Il montre que depuis la généralisation de la codécision et l'institutionnalisation des trilogues avec la Commission et le Conseil, le Parlement se fait moins le promoteur que par le passé de l'élargissement de ses prérogatives en se saisissant des causes citoyennes, et internalise une logique de compromis et de concertation très en amont dans le processus législatif. Les chances des groupes d'intérêt d'influencer la recherche du compromis entre commissions parlementaires dépendraient donc,

entre autres, de l'intensité des liens informels entre ces commissions ainsi que de l'expérience des commissions avec les procédures de codécision, les commissions isolées et peu expérimentées se laissant influencer plus facilement. Enfin, l'auteur met en avant le rôle transversal d'acteurs peu visibles, en particulier celui des intergroupes, plateformes informelles réunissant eurodéputés et groupes d'intérêt, souvent créés et administrés par ces derniers, ou encore le rôle informel des assistants parlementaires.

L'analyse repose sur des entretiens et des documents, ainsi que sur des observations des commissions parlementaires, des auditions et des événements organisés par des groupes d'intérêt en lien avec les quatre cas étudiés. Ce riche matériau permet de reconstituer le déroulement des étapes formelles et informelles des processus législatifs ainsi que celui des mobilisations de différents types d'acteurs.

Certains aspects de la méthode du *process tracing* choisie par l'auteur mériteraient néanmoins d'être explicités. Il aurait été intéressant de savoir par exemple quelle valeur heuristique elle accorde aux réflexions contrefactuelles des enquêtés sur l'importance du lobbying dans les processus suivis, qui reviennent souvent dans la démonstration et font partie du guide de l'entretien. Par ailleurs, le recours aux entretiens dans le cadre de l'enquête donne parfois l'impression que les propos des enquêtés sont pris pour argent comptant, comme l'affirmation qui voudrait que « *MEPs have a tendency to vote with their hearts when interest groups manage to couch debates in terms of ethics and emotions* » (p. 111 et 154), d'abord mentionnée comme le résumé des propos des enquêtés, puis reprise par l'auteur dans sa propre étude. Enfin, on aurait pu souhaiter que la reconstitution minutieuse et claire des processus législatifs soit davantage articulée à l'analyse plutôt que confinée aux parties conclusives. Dans l'ensemble, le livre de M. Kluger Dionigi est néanmoins un guide précieux pour comprendre l'imbrication des règles formelles et informelles dans la production législative au Parlement européen et les conditions d'influence des groupes d'intérêt en son sein.

Jana Vargovčíková -

Université libre de Bruxelles, Cevipol, université Paris Nanterre, ISP

Lewicki (Pawel Michal) - *EU-Space and The Euroclass. Modernity, Nationality, and Lifestyle Among Eurocrats in Brussels*. - Bielefeld, transcript Verlag, 2017. 328 p. Glossaire. Bibliogr.

Dans son livre, Pawel Michal Lewicki décrit les règles sociales de ce qu'il appelle l'« espace UE » (p. 14). Il interroge la façon dont les fonctionnaires de la Commission européenne reproduisent symboliquement, dans leur vie quotidienne, les hiérarchies du système politique européen. Il s'intéresse en particulier à celles existant entre les « anciens » et les « nouveaux » États membres de l'Union européenne (UE). L'auteur, de nationalité polonaise, a été orienté « naturellement » vers le « cas polonais » (p. 70) par ses interlocuteurs. Ce choix se justifie aussi scientifiquement : les Polonais se sont vus octroyer 39 % des positions de fonctionnaires offertes par les institutions européennes après les deux derniers élargissements aux pays d'Europe centrale et orientale.

L'approche ethnologique de P. M. Lewicki est inspirée de celle de Norbert Elias et des écrits de Pierre Bourdieu et d'Henri Lefebvre. L'auteur se fonde en outre sur l'autoethnographie de Billy Ehn, qui inclut dans l'analyse l'observation par le chercheur de lui-même sur le terrain. Pour son analyse, il établit la notion d'« espace UE », qui est à la fois un espace physique – recoupant en partie le territoire bruxellois qui accueille les principales institutions communautaires – et un champ professionnel et social dans lequel on trouve des pratiques spécifiques.

Le livre comporte cinq chapitres et une introduction, mais étonnamment pas de conclusion. Le premier chapitre (« EU-Space in Brussels: Places, People, Power ») présente la façon dont, dans l'« espace UE », les concepts d'*habitus* et de style s'entremêlent avec les notions de nationalité, de modernité et de classe sociale. Le deuxième chapitre (« Struggles in EU-Space over Prestige and Power ») présente les luttes de pouvoir au sein de la Commission européenne. L'auteur montre en quoi les « nouveaux » n'ont souvent pas le capital culturel et social nécessaire pour participer aux luttes pour des postes plus importants. Pensant qu'ils sont exclus du « jeu », ils se concentrent plutôt sur leur vie privée, leur habitation et un certain type de consommation. Dans le troisième chapitre (« The Eurostyle and The Euroclass »), consacré aux « *doxa* européennes » (p. 156) dans l'« espace UE », P. M. Lewicki lie ses

observations aux théories post-coloniales et post-impériales. Il décrit en quoi des stéréotypes nationaux sont transformés en cartes mentales et morales de l'Europe. Il montre en particulier de quelle façon les narrations nationales des pays de l'ouest et du nord-ouest sont perçues comme « modernes », alors que les narrations des nouveaux collègues venant des pays de l'est semblent être « nationales » ou « nationalistes » (p. 84). Les différences entre les « anciens » se diluent une fois que les « nouveaux » arrivent. Le dernier chapitre (« Polish EU Brussels ») est plus spécifiquement consacré aux rencontres du chercheur avec la communauté polonaise à Bruxelles.

Le livre apporte des éléments intéressants pour comprendre les nouvelles frontières symboliques internes à l'UE après les derniers élargissements dont elle a fait l'objet. P. M. Lewicki arrive à la conclusion que cet « espace UE » ressemble en apparence à un espace transnational, mais qu'en réalité il s'agit plutôt d'un espace « international » (p. 11), dans lequel les pratiques et les imaginaires sont liés à des emplacements particuliers, comme le pays d'origine, le quartier d'habitation ou le lieu de sortie.

Dans le même temps, l'ouvrage met en lumière l'incapacité « épistémologique, intellectuelle et culturelle » des fonctionnaires des anciens États membres à faire face à une diversité accrue dans l'UE, notamment en raison de l'intégration de pays dont les ressortissants sont perçus au quotidien comme étant « pauvres, mais ambitieux » (p. 144). Des raisons plus profondes – provenant notamment de la réalité matérielle des États anciennement communistes – sont traduites, dans le quotidien de la Commission européenne, dans des catégorisations autres, notamment autour de la question de savoir qui est « européen » ou ne l'est pas.

P. M. Lewicki présente un livre riche de sources provenant d'une multitude d'entretiens et d'observations effectués au sein de la Commission européenne et avec des personnes travaillant pour ou grâce à l'existence de l'UE. Le lecteur aurait parfois souhaité davantage d'informations sur la réalité des pratiques associées aux discours des acteurs et aux observations de l'auteur. On pourrait penser, par exemple, à une analyse des trajectoires professionnelles des ressortissants des nouveaux États membres par rapport à ceux des États entrés dans l'UE avant 2004. Le fait que les ressortissants des nouveaux pays membres soient,

à l'époque de l'étude, plus bas dans les organigrammes de la Commission européenne, est-il effectivement dû aux hiérarchies symboliques décrites ou est-ce fruit de la structure d'âge ou d'expérience des nouveaux fonctionnaires ? La situation a-t-elle évolué vers une certaine convergence jusqu'à la publication du livre ? Une telle analyse aurait pu renforcer les arguments de l'auteur qui lie ce phénomène à des théories post-colonialistes.

L'auteur lance une autre piste qu'il serait intéressant d'approfondir : celle de la comparaison avec les élargissements antérieurs. Dans un passage du livre, P. M. Lewicki fait un parallèle avec le traitement des nouveaux fonctionnaires grecs en 1981. Une telle comparaison donnerait également davantage d'éléments pour savoir si les processus d'exclusion décrits trouvent bien leur fondement dans une attitude « colonialiste » de l'« Ouest » vis-à-vis de l'« Est » – ou s'il s'agit de processus d'inclusion et d'exclusion régulièrement produits entre « anciens » et « nouveaux » à la Commission européenne.

Cet ouvrage est d'une lecture agréable et intéressante, en particulier du fait de son approche réflexive qui ouvre d'autres pistes d'interprétation que celles présentées. L'auteur, qui assume le fait que le chercheur n'est jamais un « traducteur objectif » (p. 19), fait part au lecteur, tout au long du récit, de ses incertitudes et questionnements.

Anja Thomas –

Institut universitaire européen, Maison française d'Oxford (MFO)

Michon (Sébastien) – À l'école des eurocrates. La genèse de la vocation européenne. –

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019 (Res Publica). 210 p.

Avec *À l'école des eurocrates*, Sébastien Michon confirme sa place centrale dans la sociologie politique de l'Europe. Après avoir dirigé l'an passé un riche ouvrage intitulé *Le Parlement européen au travail* (Presses universitaires de Rennes, 2018), il tire ici profit de sa position institutionnelle (à Strasbourg) pour explorer le « processus vocationnel » (p. 23) par lequel se forment et prennent corps (ou pas) des velléités de carrières en Eurocratie. Autrement dit, alors que la littérature s'est jusqu'ici largement focalisée sur l'effet d'exposition aux arènes communautaires en s'arrimant à un ou plusieurs types

de positions (lobbyiste, assistant parlementaire, fonctionnaire de la Commission européenne, du Conseil européen ou des représentations permanentes), il propose de s'intéresser aux conditions de possibilités sociales de cette attraction exercée par les métiers de l'Europe politique. Pour ce faire, il a développé une enquête par questionnaires et entretiens sur les candidats à ces emplois, en les saisissant par le prisme des formations de niveau master spécialisées sur l'Europe en France (et non pas au collège d'Europe, à Bruges ou Natolin). Dans un style limpide, il s'interroge : pourquoi une Union européenne « en crise » continue-t-elle de séduire, et quelles sont les modalités d'une telle séduction ?

Les trois premiers chapitres permettent de préciser les contours et les polarités qui caractérisent la population d'intérêt. Celle-ci se distingue d'abord du reste des étudiants par un certain élitisme universitaire, un attrait pour la pluridisciplinarité et une mobilité académique internationale fréquente aux effets durables sur le capital culturel. S. Michon souligne également que c'est sous l'angle de leur politisation que ces étudiants se différencient : s'ils se placent plutôt à gauche de l'échiquier politique, ils cultivent une certaine distance avec le champ clivé de la représentation politique nationale et préfèrent militer dans des associations ou s'affilier à des partis ayant une véritable « marque européenne ». Pour l'auteur, si leur éclectisme culturel relatif et leur modération politique façonnent un rapport au monde assez homogène, il ne faut pas pour autant négliger ce qui oppose héritiers et enfants d'une (petite) « bourgeoisie nouvelle » au sein de cette population. Le volume et la composition des capitaux scolaire et international distinguent trois groupes : les *élèves en ascension scolaire* (les moins dotés, aux origines sociales les plus modestes, dont l'ascension sociale se fait par une trajectoire universitaire dans laquelle ils se distinguent par leur ouverture à l'international) ; les *bons élèves* (dont les origines sociales sont plus élevées, qui ont fait toute leur scolarité dans un institut d'études politiques) ; et les *élèves internationalisés* (qui ont acquis de façon précoce et intense un capital international qui les distingue des autres groupes, dans des familles plus dotées en capitaux). Le capital international apparaît particulièrement clivant dans l'espace des candidats, mais structure également l'espace des vocations : en différenciant les chronologies d'accumulation de capitaux et les trajectoires des

élèves qu'il étudie, S. Michon souligne le poids des socialisations antérieures au seuil d'une formation aux métiers de l'Europe.

L'auteur peut donc avancer que nombre des auxiliaires de l'Eurocratie vivent de l'Europe sans nécessairement vivre *pour* elle, mus par une vocation européenne. Non seulement celle-ci se forge généralement tardivement – entre « logique d'urgence » à se spécialiser et envie de prolonger la période d'indécision et de mobilité estudiantine, elle prend des nuances très contrastées –, mais surtout elle apparaît comme la conversion d'une vocation internationale plus générale. Celle-ci est en effet façonnée de diverses manières au cours de la socialisation primaire (parents de nationalités différentes, ou insistant sur l'importance de l'acquisition d'un capital international) et les métiers de l'Union européenne apparaissent souvent comme une façon de contourner les (dé-)classements nationaux qui barrent l'accès à d'autres voies, comme la diplomatie. Les parcours spécialisés tournés vers l'Europe offrent alors une formation perçue comme prestigieuse et professionnalisante et séduisent en ouvrant sur une pluralité d'emplois possibles, dans le public et dans le privé. Selon S. Michon, la socialisation qui s'effectue dans cet espace hybride entre mondes académique et professionnel est déterminante, et cette expérience est à nouveau variable selon les dispositions héritées des étudiants : une nouvelle relation d'homologie dessine un espace de carrières très différentes entre lesquelles peu de circulations se font. L'analyse de séquences s'avère ici particulièrement éclairante pour distinguer les trajectoires d'emploi s'effectuant au plus proche du cœur de l'Eurocratie, celles des courtiers de l'Europe au local-national et celles s'effectuant en dehors des métiers de l'Europe.

Une partie importante de l'enquête s'étant tissée autour du master Europe de Sciences Po Strasbourg, qui demeure un cas singulier, S. Michon laisse en suspens deux questions. D'abord, ce master est relativement jeune à l'échelle de l'histoire des communautés européennes – une vingtaine d'années. Dès lors, *quid* de l'histoire longue des vocations européennes ? De plus, l'espace vocationnel étant traité en bloc sur la période, on peut se demander si des dynamiques historiques n'ont pas été gommées. Dans une même veine comparative, et comme le souligne lui-même l'auteur, si l'idée de socialisations nationales homogènes est peu convaincante, une

mise en parallèle avec un autre pays pourrait permettre de mieux comprendre les articulations variables entre espaces des possibles nationaux et attrait des carrières européennes : l'Europe est-elle partout une voie dominée ?

Pierre Alayrac –
EHESS, CMH

Michon (Sébastien), dir. – *Le Parlement européen au travail. Enquêtes sociologiques.* – Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018 (Res Publica). 244 p. Bibliogr. Annexes.

Cet ouvrage collectif dirigé par Sébastien Michon propose d'amener le lecteur au cœur du fonctionnement du Parlement européen (PE), institution perçue comme dominée mais dont l'intense activité politique invite précisément à étudier les formes de travail des acteurs qui y circulent. De façon complémentaire, les neuf chapitres du livre « appréhendent des processus de division du travail parlementaire et de spécialisation au Parlement européen (sur des domaines d'action publique, sur des postes) et sur le Parlement européen (être un spécialiste du Parlement européen au sein de groupes d'intérêt) » (p. 11-12) en s'appuyant sur un parti pris théorique annoncé dès l'introduction. L'accent est mis sur la nécessité d'appréhender les pratiques des parlementaires en lien avec leurs « propriétés politiques et sociales » (p. 18) afin de proposer une analyse de la socialisation institutionnelle de ces élus et de leurs entourages. Cette approche est particulièrement mise en avant dans la première partie de l'ouvrage, soit les cinq premiers chapitres centrés sur les députés européens qui s'appuient sur des bases de données prosopographiques.

De façon complémentaire, les deux premiers chapitres proposent une sociographie des élus en démontrant que le PE est une institution relativement stable, qui « forme, de plus en plus, une voie d'accès à un mandat parlementaire pour des acteurs politiques non élus » (p. 33), très diplômés, internationalisés et féminisés, pouvant être regroupés en trois idéaux-types de carrières auxquelles correspondent également des pratiques politiques socialement différenciées. L'accès aux positions de pouvoir (les bureaux du PE, des groupes politiques et des commissions) reste l'apanage de députés spécialistes des questions européennes et cet accès reste conditionné par les

types d'entrée dans la carrière politique, les ressources possédées et le profil de ces élus. Cédric Pellen montre ensuite que le PE est devenu pour les députés polonais un espace recherché conduisant à un durcissement de la concurrence et à une élévation des capitaux requis afin d'y accéder, permettant aux parlementaires les plus européanisés d'occuper des postes de direction et/ou de jouer un rôle non négligeable dans les processus législatifs européens. Le lien entre les propriétés des élus et leurs pratiques au concret est également bien mis en avant par Laure Neumayer dans son étude du travail des petits entrepreneurs de mémoire anticommunistes qui parviennent à faire adopter une résolution à ce sujet en s'appuyant sur des savoirs et savoir-faire européens, tels que la capacité à mobiliser des registres d'argumentations perçus comme légitimes ou à élaborer des coalitions sur cette question. Enfin, le chapitre rédigé par Hélène Michel et Victor Lepaux, centré sur la reconversion de 366 députés non réélus en 2014, montre que 66 d'entre eux deviennent dirigeants de groupes d'intérêt. Ces trajectoires concernent plus souvent des hommes, issus de l'Europe des Quinze, âgés, diplômés, assez peu investis au PE et disposant de propriétés socio-professionnelles marginales au sein de leur champ politique local.

Les quatre chapitres de la deuxième partie de l'ouvrage se focalisent sur le rôle des entourages au sein du PE en s'appuyant plus systématiquement sur des entretiens réalisés auprès de différents agents évoluant au contact des élus. Francisco Roa Bastos montre par exemple que la circulation de permanents de l'Europe entre les groupes du PE et les europartis contribue à consolider un champ politique européen bien que le travail de ces agents soit tourné « principalement vers la coordination des partis membres nationaux par l'animation de structure commune » (p. 123). Le PE au travail est également un espace d'interactions entre élus et représentants d'intérêts aux ressources inégales mais disposant de savoir-faire spécifiques leur permettant de renforcer leur légitimité nationale et dont les députés sont en partie dépendants afin de légiférer, comme le montrent Yohann Morival puis Yiorgos Vassalos. Cette coproduction législative se retrouve enfin dans le cas étudié par Marylou Hamm du rapport troïka, dont la rédaction sous contraintes repose sur le travail d'un « petit groupes d'acteurs "de l'ombre" au cœur de la décision (assistants, fonctionnaires, agents de

groupes) » (p. 184), et renforçant la « clôture croissante du PE et la rationalisation réaffirmée des procédures de négociation » (p. 185). L'ouvrage se clôt sur une riche conclusion théorique de Didier Georgakakis pointant la particularité du PE. Pour lui, à la lumière des contributions, les députés européens peuvent être considérés comme « un type particulier de bureaucrates élus, en concurrence avec d'autres types de bureaucrates » (p. 192), membres d'un sous-champ de l'Eurocratie. Disposant à la fois de ressources bureaucratiques et d'un capital représentatif, les élus du PE et leurs entourages sont donc pris dans un mouvement ambivalent, entre volonté d'ouverture démocratique de l'institution et fermeture du champ bureaucratique.

Si l'ouvrage permet de saisir avec finesse qui sont les producteurs d'action publique, élus ou non, et ce qu'ils font au PE, on pourra regretter l'absence d'un chapitre adoptant une démarche ethnographique permettant de restituer par l'observation le travail d'écriture, les élus en rendez-vous, leurs interactions avec leurs collaborateurs, leurs routines ou encore la fabrique du consensus interpartisan au concret. Cet angle mort méthodologique ne doit cependant pas occulter la très grande richesse du livre (y compris empirique) qui éclaire d'un œil sociologique novateur la complexité et l'activité incessante de cette « ruche » qu'est le PE.

Martin Baloge -

Université Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP

Minas (Stephen), Ntousas (Vassilis), dir. -

EU Climate Diplomacy. Politics, Law and

***Negotiations.* - Londres/New York, Routledge, 2017**

(Routledge Advances in Climate Research Change).

174 p. Illustrations.

Cet ouvrage se donne pour objectif de « faire le bilan de l'action diplomatique de l'Union européenne (UE) sur les questions climatiques et des opportunités qui s'offrent à l'UE pour renforcer son action » (préface, p. XVIII) ; à cette fin, il regroupe des contributions d'avocats, de professeurs de droit, de membres de *think tanks*, de participants à des négociations internationales, ainsi que de quelques chercheurs en études européennes.

Composé de trois parties – interactions politiques et partisans, lois et négociations – ce livre décrit avec précision des aspects très divers de

l'action européenne, de l'influence de partis nationaux sur le *leadership* climatique de l'UE à la place de l'innovation technique dans l'accord de Paris. Néanmoins, il achoppe à leur donner une cohérence globale et, en conséquence, se limite souvent à présenter des données telles qu'on les trouverait sur les sites officiels des institutions européennes, sans questionner la diplomatie et la politique climatique européennes. Des enjeux absolument essentiels, tels que les difficultés de mise en œuvre d'une politique ou le rôle des groupes d'intérêt dans son élaboration ne sont quasiment jamais abordés ; de même, l'efficacité très limitée des politiques climatiques européennes n'est presque jamais mentionnée.

L'ouvrage offre donc un tableau optimiste de l'action de l'UE telle qu'elle est cadrée officiellement, avec une faible prise de distance, et parsemé de vœux pieux normatifs. Il s'agirait par exemple de « disrupter l'économie de l'énergie » (p. 3) et de « donner une priorité morale à des intérêts de long terme généralisables » (p. 28) ; de son côté, « la démocratie devrait apprendre l'art diplomatique de l'écoute et de la persuasion subtile » (p. 31) et « le système de commerce pourrait mieux s'accommoder des objectifs climatiques [...] si les États supprimaient les subventions aux énergies fossiles » (p. 163). Au lecteur d'imaginer quel entrepreneur politique pourrait bien pousser « ces idées impossibles » (qui donnent son titre au chapitre 2) et surtout, pourquoi, structurellement, elles n'ont jamais été adoptées.

D'un point de vue strictement formel, il n'est pas rare de voir des figures incluses sans être citées ou expliquées (chapitre 10), des chapitres purement descriptifs sans hypothèses de recherche (chapitres 3, 6, 9, 10) ou des variables sans indicateurs clairs (comme ceux qui permettraient de mesurer le *leadership* de l'UE présenté au chapitre 4). Concernant le fond, de nombreux présupposés idéologiques sont présentés comme des faits avérés, alors qu'ils ont été démentis : c'est le cas du « découplage énergétique » (continuer à faire croître le produit intérieur brut, PIB, tout en consommant moins d'énergie ou de ressources naturelles), qui a été scientifiquement démenti, ou de la capacité du « libre marché » à garantir le développement des infrastructures énergétiques renouvelables (égale à zéro puisque ces activités ne sont pas rentables). Ces deux postulats – sous-tendant l'action européenne – sont adoptés par l'ensemble des auteurs de ce livre sans la moindre critique ou présentation des débats qui se tiennent actuellement.

On en arrive ainsi à une pensée fragmentaire, qui, poussée à son paroxysme, attribue l'inefficacité des politiques énergétiques en Grèce à des failles du marché (chapitre 5), sans un mot sur le retour au chauffage au bois lié à l'explosion de la pauvreté et aux *memoranda* soutenus par la Commission européenne. De même, l'ensemble de la dernière section, pourtant intitulée « Négociations », n'aborde pas une seule fois les problèmes de lobbying au sein de l'UE et les pressions exercées – avec succès – par les industries polluantes pour diminuer les objectifs climatiques. Au contraire, pour certains auteurs, les négociations climatiques auraient même été « influencées par des pratiques démocratiques » (p. 29).

Quelques rares chapitres font exception et éclairent avec concision certains aspects – malheureusement très particuliers – de l'action européenne, comme son interaction avec le système onusien à travers le fonds d'adaptation au changement climatique (chapitre 11) ou encore les facteurs européens influençant le « leadership » – discursif – de l'UE (chapitres 2 et 4). Enfin, il semble important de mentionner que cet ouvrage se situe loin des revendications de justice environnementale et sociale portées par les récents mouvements sociaux en Europe : les questions de l'influence du contexte économique, des privatisations des entreprises les plus polluantes, du rapport de force politique, et des inégalités environnementales ne sont presque jamais soulevées, ce qui fournit très peu d'outils pour penser (et combattre) les catastrophes en cours.

Ce livre est donc fait pour ceux qui auraient besoin d'avoir rapidement accès à ce qu'a entrepris l'UE dans certains domaines, à travers une reproduction du discours des acteurs européens. Le lecteur gagnera à rester très critique et à compléter sa lecture avec d'autres supports.

Éva Deront -

Université libre de Bruxelles, Institut de sociologie,
Sciences Po Grenoble, PACTE

Moses (Jonathon) - *Eurobondage. The Political Costs of Monetary Union in Europe*. - Colchester, ECPR Press, 2017. 238 p. Index.

Jonathon Moses propose une étude comparative des politiques économiques menées durant la crise économique de 2008 et ses suites dans quatre pays européens : la Hongrie, l'Irlande, l'Islande et la Lettonie. Il décrit, à partir des méthodes et narrations propres à l'économie

politique, le poids exercé par l'intégration monétaire européenne dans la définition des réponses à la Grande Récession. Pour ce faire, l'auteur compare ces quatre pays, relativement similaires en ce qui concerne les formes prises par la crise mais qui diffèrent dans la force de leurs liens avec la zone euro ainsi que dans les politiques économiques mises en œuvre depuis 2008.

J. Moses établit tout d'abord une typologie des politiques économiques et de leurs effets sur différentes variables économiques, tout en essayant de restituer les « préférences » politiques qu'elles supposeraient. L'auteur oppose deux types de réponse à la crise. La première, dite « encastrée » (*embedded*), se caractérise par des choix de politiques économiques subordonnés aux préférences exprimées lors de votes et/ou par des mouvements sociaux. La seconde dite « faustienne » serait soumise à des objectifs d'efficacité économique invariables. L'encastrement de la politique monétaire conduirait, face à la crise économique, à des politiques favorables aux « travailleurs » plutôt qu'aux « épargnants ». La réponse « faustienne » révélerait, quant à elle, une préférence pour les intérêts des élites financières.

Pour étudier les fondements de ces trajectoires de politique économique, l'auteur travaille sur les rapports entre les instances monétaires européennes et nationales et les configurations politiques propres à chaque pays. Il prend en compte quelques variables, comme le degré d'intégration monétaire, la succession des majorités parlementaires, le développement de protestations de masse et l'évolution des principaux agrégats économiques nationaux. Il s'appuie, pour cela, sur des bases de données macroéconomiques ainsi que sur une littérature de seconde main composée de textes de chercheurs sur les situations nationales et d'articles de presse anglophones. Deux forces sont étudiées et confrontées pour en étudier les effets sur l'évolution économique nationale : les transformations les plus visibles de la compétition politique et des relations monétaires à l'Europe.

La comparaison entre les deux premiers cas d'étude (l'Islande et l'Irlande) révèle comment les réponses à la crise dans ces pays ont été fortement déterminées par leur lien avec la zone euro. En Islande, qui ne fait pas partie de l'UE, des mobilisations de masse, visant parfois spécifiquement la banque centrale du pays, ont conduit à la reprise de contrôle par le gouvernement de la politique monétaire et à la mise en place d'une politique de

contrôle des capitaux et de dévaluation. En Irlande, l'appartenance à la monnaie commune et les forts liens des autorités monétaires nationales avec la Banque centrale européenne auraient empêché la mise en œuvre d'une telle politique. L'introduction des cas hongrois et letton semble cependant montrer les limites de l'analyse proposée dans l'ouvrage. En effet, le gouvernement letton annonce une politique d'austérité budgétaire et monétaire destinée à préserver la parité entre la monnaie nationale et l'euro et à respecter les critères de Maastricht. À l'inverse, l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Viktor Orbán en 2010 conduit à l'abandon d'une parité fixe avec l'euro, à la dépréciation de la monnaie nationale et à une reprise de contrôle de la politique monétaire. Or la variable de l'intégration monétaire ne permet pas d'expliquer pourquoi ces deux pays qui semblent être formellement inscrits dans des rapports similaires à la zone euro avant la crise – la Hongrie et la Lettonie sont alors candidates à l'adoption de la monnaie unique – voient la définition de politiques économiques opposées. Ces politiques sont seulement rapportées par l'auteur à un choix autorisé par la relative autonomie monétaire conservée dans ces pays.

L'ouvrage met ainsi en évidence le rôle de l'intégration à la zone euro dans le désencastrement de la politique monétaire du débat politique. Il décrit aussi la manière dont des configurations politiques nationales spécifiques peuvent conduire, dans des pays extérieurs à la zone euro, à la remise en cause rapide de l'autonomie des banques centrales et à la politisation des questions monétaires. On peut cependant regretter le ton parfois normatif de cette analyse qui transparait notamment dans la critique d'élites nationales préférant le maintien de la stabilité monétaire aux dépens des intérêts des travailleurs. Ces critiques semblent parfois empêcher l'auteur d'identifier les ressorts de la définition de telles politiques au profit d'une seule contestation des choix qu'auraient sciemment opérée les élites nationales. L'auteur exclut, par ailleurs, de l'analyse des conditions de production des politiques économiques les espaces moins visibles que sont la rue ou les Parlements. En particulier, les bureaucraties nationales et leur rôle dans la retransmission des impératifs monétaires européens ne sont pas intégrés à l'étude.

Victor Demenge -
Université de Strasbourg, SAGE

Neumayer (Laure) – *The Criminalisation of Communism in The European Political Space after The Cold War*. – Londres/New York, Routledge, 2019 (*Critical European Studies*). 242 p.

Laure Neumayer offre avec cet ouvrage issu d'un mémoire d'habilitation à diriger des recherches une contribution précieuse aux études mémorielles et européennes. S'il existe bon nombre d'études consacrées aux « passés douloureux » sur le continent européen, l'auteure fait un pas de côté bienvenu pour montrer comment les enjeux mémoriels ont été mobilisés à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et au Parlement européen (PE) afin de criminaliser les régimes communistes. Elle propose ainsi un nouvel éclairage sur la structuration de l'espace politique européen, notamment la circulation des catégories d'analyse et des instruments de politique publique.

L'ouvrage est consacré aux mobilisations de parlementaires, essentiellement centre-est européens, afin de renégocier « l'acquis historique communautaire » et d'obtenir la condamnation des régimes communistes, après leur effondrement en 1989. Ces mobilisations ont conduit à remettre en cause la centralité de la Shoah en tant que « mythe fondateur négatif » de la construction européenne et à la mise en équivalence des totalitarismes nazi et communiste. La condamnation du communisme n'est pas seulement juridique, mais aussi politique et morale. Il s'agit de « faire de la criminalité l'essence de l'idéologie et des régimes communistes, quels que soient les contextes nationaux et les périodes historiques » (p. 2).

La première partie de l'ouvrage, comprenant trois chapitres, retrace quatre séquences de mobilisations autour du passé communiste, menées à l'APCE et au PE dans les années 1990 et 2000. Les trajectoires sociales et politiques des 18 parlementaires mobilisés pour obtenir la condamnation du communisme sont retracées. L'auteure les distingue selon les capitaux dont ils disposent et montre habilement comment ces ressources différenciées se traduisent dans leur investissement dans le travail parlementaire et leur capacité à agréger des soutiens à leur cause. Elle expose ensuite les débats sur le passé communiste à l'APCE, qui commencent dès le début des années 1990 et aboutissent à l'adoption en 2006 d'une résolution sur la « Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires. » Cette « grammaire

anticommuniste », qui met sur un même plan les crimes nazis et communistes, est réinvestie, en partie par les mêmes acteurs, au PE à la suite de l'élargissement de 2004. En résulte une nouvelle résolution, sur la « Conscience européenne et le totalitarisme », adoptée en 2009. Il s'agit d'une inflexion majeure de la mémoire historique européenne, jusqu'ici exclusivement focalisée sur la singularité de la Shoah. L'ouvrage apporte une contribution plus générale à la sociologie politique de l'intégration européenne en montrant que ces mobilisations sont indissociables de l'apprentissage du métier de député européen par les nouveaux entrants.

Si ces résolutions peuvent apparaître purement symboliques, en l'absence d'une dimension juridique contraignante, elles n'ont néanmoins pas été sans effets. C'est l'objet de la seconde partie de l'ouvrage de présenter la poursuite de ces mobilisations anticommunistes dans des « espaces interstitiels » associant différents acteurs engagés dans la définition d'une mémoire européenne (eurodéputés, universitaires, administrateurs d'institutions publiques). L'auteure consacre ainsi trois autres chapitres à l'extension des mobilisations anticommunistes en dehors des assemblées parlementaires européennes et leur « réexportation » dans les champs politiques nationaux. Elle montre la convertibilité limitée des résolutions de 2006 et 2009, les engagements anticommunistes s'étant révélés à eux seuls insuffisants pour pérenniser des carrières électorales européennes ou nationales. Néanmoins, les parlementaires étudiés dans la première partie se sont investis dans l'action publique culturelle et éducative au niveau européen, qui a offert un substitut à l'impossible judiciarisation des crimes communistes.

Enfin, le dernier chapitre est consacré à un autre répertoire d'action, le plaidoyer en faveur des victimes du communisme, au moyen de campagnes de sensibilisation s'appuyant sur la Plateforme de la mémoire et de la conscience européenne. Celle-ci, créée dans la lignée de l'adoption de la résolution de 2009, est étudiée comme un espace interstitiel associant des eurodéputés à des acteurs savants et experts. Il s'agit en particulier de représentants des instituts de la mémoire, qui se sont multipliés dans l'Europe postcommuniste. Le livre s'achève sur les faiblesses structurelles de ces mobilisations anticommunistes, investies essentiellement par des acteurs centre-est européens et conservateurs, incapables de nouer un dialogue transnational avec des

interlocuteurs ne partageant par leur vision du passé communiste.

Rompant avec les approches diffusionnistes, L. Neumayer analyse la criminalisation du communisme par les institutions européennes comme le résultat d'actions combinées d'agents sociaux multipositionnés dans différents espaces nationaux et transnationaux. Elle recourt à deux types de littératures scientifiques : la sociologie de la mémoire et une sociologie de l'intégration européenne centrée sur les acteurs, recourant aux outils conceptuels et méthodologiques de la sociologie bourdieusienne. Ce double appareillage conceptuel permet de placer au cœur de l'analyse les « entrepreneurs de mémoire » et leurs trajectoires biographiques et militantes. On pourra toutefois regretter que certains parcours de protagonistes récurrents ne soient pas davantage détaillés, sur le modèle des portraits de Latchezar Toshev (p. 151) et Boguslaw Sonik (p. 153) qui éclairent plus précisément les ressorts sociologiques de leurs engagements.

Si l'auteure consacre de précieux développements à la présence de l'enjeu mémoriel dans les espaces politiques nationaux des États postcommunistes, il aurait été utile de revenir, même brièvement, sur le succès de l'historiographie anticomuniste en Europe occidentale, notamment les travaux de Ernst Nolte et Stéphane Courtois, ce dernier ayant souvent constitué l'unique référence savante mobilisée par les entrepreneurs de mémoire au niveau européen. Ce succès pourrait être l'un des facteurs explicatifs du ralliement de parlementaires de la droite et du centre, mais aussi de certains élus socialistes et écologistes, à la cause anticomuniste.

Dans la lignée des travaux consacrés au « champ de l'Eurocratie », les institutions européennes ne sont pas appréhendées ici comme des monolithes mais comme des espaces de luttes structurées par les ressources différenciées des protagonistes. Ce cadre d'analyse des mobilisations transnationales, attentif aux ressources, à la socialisation et à la multipositionnalité des acteurs, est transposable sur d'autres objets de recherche. En cela, l'ouvrage constitue une lecture précieuse pour tous ceux qui s'intéressent à l'étude de la construction européenne.

Valentin Behr -

Université libre de Bruxelles, CEVIPOL/IEE

Novoa (Andre), *Mobility and Identity in Europe.*

A Mobile Ethnographic Approach. - Londres/New

York, Routledge, 2019. LII + 192 p. Bibliogr. Index.

Illustrations.

A lors que tous les citoyens européens ont en commun de pouvoir circuler librement dans l'espace Schengen, quelles sont les conditions de mobilité qui influencent la production d'une identité européenne ? C'est à partir de trois terrains ethnographiques ambitieux – auprès de chauffeurs routiers, de musiciens en tournée et de députés européens – qu'Andre Novoa cherche à répondre à cette question. Les ethnographies de vies en mobilité sont comprises comme lieux de production de sens, de représentations et d'identités à la fois individuelles et collectives. En creux, c'est une analyse des apports et limites de l'intégration européenne en général et de l'espace Schengen en particulier que l'auteur se propose de mener.

Sans systématiquement se positionner et la discuter, l'auteur répertorie une littérature anglophone allant des relations internationales à la sociologie de la mobilité (chapitres 2 et 3). Il retrace ainsi l'évolution de ce qu'il nomme « l'esprit du temps » (p. 17) et de la compréhension par le monde politique et académique de la notion de mobilité. Il divise alors les quarante dernières années en deux périodes. La première, qui a vu naître Schengen, comprend la mobilité comme symbole de modernité. La seconde est celle de la crise économique des années 2000, du retour du nationalisme et de la limitation de la mobilité. Il revient ensuite sur l'intérêt méthodologique de l'ethnographie (chapitre 4), qui permet de rendre explicite ce qui se produit dans la pratique de la mobilité.

Les chapitres 5 à 7 décrivent le quotidien des enquêtés sur les routes. Là où les chauffeurs « emportent leur pays sur les routes » (p. 68) et ne font que renforcer leur attachement à leur nation d'origine, la mobilité dans l'expérience du *tour* est pour les musiciens ce qui constitue leur identité d'artiste. Si leur mobilité ne questionne pas leur européanité, le lien identitaire entretenu avec leur pays d'origine ou les localités visités, ce n'est pas le cas de celle des députés européens. Constamment « entre deux maisons », l'une à Bruxelles, l'autre au Portugal, c'est dans cette mobilité rapide et fluide que se constitue leur attachement identitaire à l'Europe. Le souci attaché au détail des objets emportés, aux contraintes des emplois du

temps, aux localités et aux personnes qui s'y trouvent, permet de percevoir certaines appréhensions identitaires dans le quotidien de la mobilité.

À partir des trois ethnographies, le chapitre 8 analyse les types de pratiques de mobilité qui entraînent le développement d'une européanité. L'auteur en tire trois conclusions : tout d'abord, il n'y a pas de lien d'automatisme entre la mobilité géographique, d'une part, et l'évolution des identités par le mélange des cultures vécu par les enquêtés, d'autre part. Ensuite, la mobilité transnationale ne permet pas de dépasser automatiquement les structures sociales. Les chauffeurs routiers, bien que mobiles, n'en restent pas moins dominés. Enfin, la mobilité implique plus d'attachement à l'identité européenne si elle offre la possibilité d'être reconvertie sous d'autres formes de capitaux, comme cela est le cas des députés. De ce fait, l'européanité est avant tout une question d'appartenance aux classes sociales supérieures qui peuvent se déplacer rapidement et sans obstacle. Le livre se conclut par un chapitre prospectif, appelant à une mobilité verte et moins basée sur la rapidité en Europe.

Bien que la démarche comparative des terrains soit stimulante, la démonstration se heurte au manque de construction des notions centrales d'identité et de mobilité. Cette dernière est abordée au travers de grandes tendances mondiales (crise des *subprimes*), européennes (Schengen), nationales (victoire des extrêmes droites aux élections nationales), locales (construction de murs). Le lien entre ces événements et l'impact sur la mobilité en Europe n'est pas explicité ; pourtant ceux-ci n'influencent certainement pas uniformément la mobilité des individus. Cela ne permet de percevoir qu'à la marge ce que la mobilité engendre en termes de production d'identités locales, nationales ou européennes chez les enquêtés.

Par ailleurs, ni ce que l'auteur et les enquêtés entendent par identité européenne, ni la riche littérature sur cette notion ne sont explicités. Si certains discours rétrospectifs sur la mobilité « d'avant Schengen » des routiers sont recensés, la lecture ne permet pas de comprendre l'importance du contexte des années 2000 sur la pratique de la mobilité des enquêtés. Cela fait perdre quelque peu de vue le propos de l'auteur, qui fait de l'observation des pratiques du quotidien son outil d'analyse première. Les terrains sont trop inégalement travaillés pour être rigoureusement comparés. La partie sur les chauffeurs est

documentée, mais celles sur les députés et les musiciens manquent fortement de détails et de mise en perspective, et l'on saisit leur lien à l'espace et à l'Europe principalement au travers des discours des enquêtés. Ceux-ci sont par ailleurs difficiles à situer socialement. De façon générale, la position de l'ethnographe vis-à-vis de ses enquêtés (et ses influences sur les données récoltées) est trop peu précisée. L'auteur fait pourtant partie du groupe de musique amateur étudié et donne peu de détails sur l'importance de ce positionnement ; les députés enquêtés appartiennent à des partis portugais de gauche/centre gauche, et on ne sait que peu de choses de leurs positions vis-à-vis du projet européen et de leurs mobilités au-delà de leur profession. Enfin, si dans la conclusion, l'auteur souligne l'intérêt de l'analyse de la mobilité en Europe par une entrée par les classes sociales, il laisse largement de côté les conclusions pourtant très proches de travaux de ceux de Neil Fligstein (*Euroclash. The EU, European Identity and The Future of Europe*, Oxford University Press, 2008) et ne donne que trop peu d'informations, au-delà de la profession des enquêtés, pour que la montée en généralité soit heuristique.

Maxime Béhar -

Université de Strasbourg, SAGE

Poiaras Maduro (Miguel), Wind (Marlene), dir. -

The Transformation of Europe. Twenty-Five Years on. -

Cambridge, Cambridge University Press,

2017. 373 p. Index.

En 1991, le professeur de droit Joseph Weiler publiait un article dans le *Yale Law Journal*, « The Transformation of Europe ». Plus de 25 ans après, Miguel Poiaras Maduro et Marlene Wind rassemblent 16 contributions revenant sur les apports de ce texte, dans un ouvrage au format singulier, entre les mélanges juridiques et la collection d'essais. À l'image de la contribution scientifique de J. Weiler, qui a ouvert la voie à un ensemble de recherches replaçant le droit européen dans son contexte politique de production, d'usage et de réception, les deux professeurs (l'un de science politique et l'autre de droit) ont opté pour l'interdisciplinarité.

Dans son article, dont la reproduction occupe près d'un tiers de l'ouvrage, J. Weiler propose une périodisation de l'intégration européenne qui permet de penser les évolutions des relations entre

la Communauté européenne et ses États membres. La première période, dite fondatrice, court de 1958 au milieu des années 1970. Elle est caractérisée par une singularité : pour les juristes, la Communauté se rapproche d'un État fédéral (avec le processus de constitutionnalisation des traités, la reconnaissance de l'effet direct et de la primauté du droit communautaire). En revanche, du point de vue du politiste, elle s'en éloigne (crise politique débouchant sur l'accord de Luxembourg, apparition du Comité des représentants permanents, COREPER). Pour comprendre ce paradoxe, J. Weiler a recours à la théorie d'Albert Hirschman, selon lequel un individu mécontent peut envisager la défection (*exit*), la prise de parole (*voice*) ou la fidélité (*loyalty*). Si le processus juridique réduit les possibilités d'*exit*, il a pour corollaire un besoin de *voice* plus important pour les États, qu'ils recherchent dans le processus décisionnel. C'est ce processus paradoxal qui permet de comprendre les origines du déficit démocratique car la voix exprimée est celle des gouvernements, des branches exécutives des États membres. La période suivante (1973-milieu des années 1980), correspond à une importante mutation (bien qu'incrémentale), de l'architecture constitutionnelle de la Communauté. L'expansion de la juridiction communautaire s'opère par la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et le recours à l'article 235 du traité de Rome qui permet, par un vote à l'unanimité au Conseil européen, d'élargir les compétences de la Communauté. Pour J. Weiler, c'est parce qu'il existe des possibilités de *voice* dans le processus décisionnel que les États membres permettent une telle mutation. Enfin, une dernière partie revient sur le tournant de l'Acte unique et les conséquences de l'introduction du vote à la majorité au Conseil : réduction des possibilités de *voice* et exacerbation du déficit démocratique.

Les contributions qui constituent le reste de l'ouvrage reviennent chacune sur un ou plusieurs aspects de l'article de J. Weiler. Certaines prennent une tonalité très personnelle, les auteurs n'hésitant pas à aborder leurs rapports avec J. Weiler et son œuvre (Julio Baquero Cruz, Alexander Somek, Hans Micklitz, M. Wind). D'autres permettent de mettre en lumière les apports de l'article en rappelant son contexte de production et de réception (Daniela Caruso). Beaucoup visent à actualiser la contribution de J. Weiler au vu des développements politiques et institutionnels européens postérieurs à la

publication de l'article : comitologie et gouvernance européenne (Gianluigi Palombella), traité de Lisbonne (Armin von Bogdansky) ou encore crises de l'Union européenne depuis 2008 (Neil Walker, Peter Lindseth). Un autre ensemble de contributions permet de prolonger l'article de J. Weiler à d'autres domaines, tels que celui de la politique extérieure européenne (Gráinne de Búrca) ou du droit privé (H. Micklitz). Certains prennent davantage le parti de la discussion, en affinant les propositions de J. Weiler. Ainsi pour ce qui concerne l'analyse du processus de constitutionnalisation des traités, P. Lindseth insiste sur le caractère administratif de ce processus, tandis que Daniel Halberstam estime qu'il a avant tout permis la constitution d'un espace européen générateur de décisions politiques et juridiques propres. On retiendra également la discussion de Kalypso Nicolaïdis de la notion de Communauté chez J. Weiler, qu'elle relie à ses travaux sur *démocratie* ainsi que le renversement des rapports des États membres au développement de normes supranationales opéré par Daniel Kelemen et Alec Stone Sweet, considéré comme un pendant nécessaire des dérégulations opérées au niveau national.

Le format a le mérite de donner une grande cohérence à l'ouvrage : en proposant 16 lectures d'un même article, qui constitue ainsi un socle de réflexion commun aux auteurs, il fournit un aperçu d'un ensemble de recherches attentives aux relations entre droit et politique pour appréhender les transformations du système européen. Il donne à voir la richesse et le caractère fondateur de l'article de J. Weiler, qui aborde aussi bien les questions juridiques de compétences de la Communauté que celle plus politiques du déficit démocratique et des rapports de force institutionnels. Mais ces deux apports indéniables sont aussi à l'origine de regrets qui apparaissent à la lecture du livre : d'abord, en prenant appui sur un même article, les répétitions sont nombreuses et la lassitude guette le lecteur à force d'extraits d'un texte pourtant publié en début d'ouvrage. De plus, le format retenu pour les contributions est court (autour d'une quinzaine de pages), et les démonstrations ne sont pas toujours aussi étayées qu'on le souhaiterait. Il reste au lecteur à aller satisfaire son appétit pour des travaux parfois éloignés de sa discipline ou de ses objets, dont le livre par sa remarquable construction, lui a donné goût.

Lola Avril -

Institut universitaire européen

Rasch (Daniel) – *Lobbying Success in The European Union. The Role of Information and Frames.* –

Londres/New York, Routledge, 2018 (Routledge Advances in European Politics). 166 p.

Dans son ouvrage, Daniel Rasch s'intéresse au rôle des cadres (*frames*) dans les activités des groupes d'intérêt, ou comment les acteurs de ces groupes promeuvent une compréhension particulière d'un problème public et de ses solutions afin de persuader les décideurs de tenir compte de leurs objectifs. Ce travail s'inscrit dans une enquête collective internationale, le projet INTEREURO, qui vise à mieux comprendre le rôle des groupes d'intérêt dans la *polity* européenne ainsi qu'à fournir une cartographie de ces groupes dans différents États membres. C'est donc à partir du concept de cadre, dont il fait une revue de littérature impressionnante par son exhaustivité et sa diversité (chapitre 2), que D. Rasch entend répondre à la question suivante : qui propose quoi, comment et avec quel succès ? Pour lui, les parties concernées (*stake-holders*) sont en concurrence pour produire de l'information et la fournir aux décideurs. C'est donc le « lobbying informationnel », soit l'échange de contenu à travers les canaux formels (notamment les consultations publiques de la Commission européenne ou les documents de prise de position publiés par les groupes d'intérêt), qui est au cœur de cet ouvrage.

D. Rasch se donne pour but de mesurer le succès des parties concernées, défini ici comme le fait d'avoir un ou plusieurs objectifs retenus par les décideurs à la fin du processus décisionnel. Les buts des parties concernées consistent en des demandes d'ajout, modifications ou suppressions aux propositions de textes législatifs. Certaines parties sont gagnantes, lorsqu'elles voient leurs objectifs adoptés dans la législation, tandis que d'autres sont perdantes, ce qui peut engendrer de potentiels biais dans le processus décisionnel européen, que l'auteur propose d'interroger. En adoptant cette approche doublement restrictive, dans sa définition du succès et dans l'identification des objectifs des parties concernées, il entend proposer une alternative aux concepts de pouvoir ou d'influence, qu'il est souvent peu aisé d'objectiver.

Pour ce faire, il sélectionne trois directives, qui constituent autant d'études de cas de l'usage par les groupes d'intérêt de différents cadres. Ces directives ont toutes suscité un débat important où de nombreuses parties ont pris position mais

renvoient à des domaines de politiques publiques différents : la première (directive 2011/24/UE) concerne l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, la deuxième (directive 2012/19/UE) est relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, tandis que la dernière (directive 2011/61/UE) concerne les gestionnaires de fonds alternatifs.

L'auteur articule méthodologie qualitative et quantitative. Il a rassemblé les modifications et suppressions proposées par les parties concernées sur chaque texte et analysé leur contenu. Il a ensuite identifié le cadre retenu pour chaque proposition et le type d'acteur qui l'a produite, et ce tant au niveau européen qu'à celui des États membres. L'étude des débats nationaux est restreinte à trois pays : l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suède, la sélection tenant au fait qu'ils présentent des attitudes différentes par rapport au projet européen, des relations contrastées entre le gouvernement et les entreprises, un développement inégal de l'État-providence ainsi que des systèmes de médiation des intérêts divergents. En comparant les propositions avec les textes législatifs (propositions de directives et directives adoptées), il a vérifié si celles-ci avaient été retenues par les décideurs, afin d'en établir le succès.

D. Rasch présente successivement les trois études de cas (chapitre 4). Il décrit, pour chacune des trois directives retenues, la chronologie du processus décisionnel, la replace dans son contexte politique, explicite les objectifs des parties concernées, les différents cadres utilisés puis mesure le taux de succès de ces acteurs. La méthode est claire, la démonstration limpide et la comparabilité de données ainsi recueillies quasi immédiate. On regrette cependant une présentation quelque peu désincarnée et trop rapide des enjeux propres à chaque directive. L'analyse aurait gagné en profondeur si l'auteur avait eu recours à quelques notions de sociologie des institutions. Il s'agit par exemple de directions générales, et donc de cultures administratives, différentes, ce qui peut avoir une incidence sur les cadres utilisés par les parties.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, D. Rasch propose de comparer les effets des cadres sur le succès des groupes d'intérêt (méthodologie quantitative). En rassemblant les données sur les trois études de cas, il attribue à chaque type d'acteur et chaque cadre un coefficient de succès. Ses résultats sont les suivants : au moment de l'élaboration de la proposition de directive, la Commission

européenne semble plus réceptive aux cadres critiques (négatifs) ou qui apportent des informations substantielles, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques ou les questions de performance économiques. En revanche, les cadres positifs, moraux ou ceux valorisant le savoir expert sont plus importants au moment de la discussion du texte par le Parlement européen et le Conseil européen.

Si l'approche théorique est riche et la méthodologie inspirante, les conclusions de l'ouvrage sont en revanche décevantes. Certes, certaines vont à l'encontre de postulats irriguant la recherche sur le lobbying européen tels que l'importance du cadre expert, l'existence de spécificités nationales dans les processus de cadrage ou de déséquilibres dans la médiation des intérêts à l'échelle européenne. Mais si cet ensemble de résultats donne à penser au lecteur, celui-ci n'est que partiellement convaincu par la démonstration. Ainsi, l'auteur identifie les cadres les plus importants dans le lobbying informationnel mais ne nous dit pas pourquoi certains sont privilégiés plutôt que d'autres et ce que cela nous dit des institutions avec lesquelles les groupes d'intérêt interagissent. De même, concernant les éventuels biais du processus décisionnel européen en faveur de certains groupes d'intérêt, D. Rasch semble avoir une vision bien enchantée du système d'intermédiation : pour lui, « l'Union européenne pourrait être caractérisée comme un système pluraliste où les acteurs sont en position de se faire concurrence sur un pied d'égalité » (p. 144). Or le choix de construire des catégories très larges d'acteurs, rassemblant des groupes représentant des intérêts très divers (celle des « organisations d'intérêt » regroupe les organisations non gouvernementales et les fédérations d'entreprises, celle des « *think tanks* » englobe des instituts de recherche et des cabinets d'avocats) a peut-être constitué un frein à l'identification de tels biais. Enfin, n'attribuer le succès d'un groupe d'intérêt qu'au processus de cadrage de ses propositions semble bien réducteur au regard d'autres variables identifiées dans la littérature, que ce soit la structure institutionnelle du groupe d'intérêt ou encore sa capacité à construire des coalitions, variables qui auraient pu être intégrées dans l'analyse.

Lola Avril -

Institut universitaire européen

Reungoat (Emmanuelle) - *Enquête sur les opposants à l'Europe. À droite et à gauche, leur impact d'hier à aujourd'hui*. - Lormont, Éditions Le Bord de l'eau, 2019 (Clair et Net), 180 p.

L'ouvrage d'Emmanuelle Reungoat analyse d'un point de vue sociohistorique les oppositions dont l'Union européenne (UE) fait l'objet, cet « euroscepticisme » dont se réclamerait un nombre toujours plus important de citoyens. Basé sur un matériau conséquent – entretiens et travail sur archives pour l'essentiel – accumulé dans le cadre de sa thèse de doctorat en science politique mais aussi de travaux postérieurs, le livre offre une lecture complète et riche en illustrations d'un sujet délicat à manier sur le plan scientifique et particulièrement d'actualité au vu des résultats des élections européennes de 2019. À rebours des travaux sur les acteurs politiques et bureaucratiques aux prises pour déterminer les règles du jeu de la gouvernance européenne, l'auteure souhaite porter le regard sur ceux qui « vont à l'encontre du sens de l'histoire que l'UE semblait incarner » (p. 6). Ce faisant, elle propose de développer une approche dynamique de l'euroscepticisme en ne cherchant pas à lui attribuer une définition mais bien davantage à comprendre ce que son développement dit de l'évolution des espaces politiques nationaux et leur fait en retour.

Dans l'introduction, E. Reungoat invite à ne plus appréhender l'euroscepticisme comme un mot-valise mais bien davantage comme un stigmate. Le terme « eurosceptique » correspond alors moins à une étiquette que l'on revendique qu'à un « outil de lutte politique utilisé pour décrédibiliser l'adversaire » (p. 7). L'ouvrage se compose de trois chapitres. Le premier invite à porter le regard sur le temps long des différentes sources et manifestations, notamment politiques, de contestation du projet européen. Le deuxième chapitre cherche ensuite à retracer les différentes périodes d'expansion des oppositions : de celles manifestées au moment du traité de Maastricht en France en 1992 puis tout au long des années 1990, on dérive doucement vers l'éclosion des critiques antilibérales de l'UE dans les années 2000, l'élargissement du socle contestataire ayant pour effet principal d'aboutir à une forme de radicalisation des opposants depuis 2010. Le troisième revient enfin sur l'impact de l'Europe sur les rapports de force politiques, avec notamment la question de l'affaiblissement des partis de gouvernement au profit d'organisations qui occupent une position historiquement plus

secondaire mais qui vont se saisir de la variable européenne comme d'une ressource politique susceptible de renforcer leurs gains électoraux.

L'un des principaux apports de l'ouvrage est de rappeler que les oppositions à l'Europe existent de longue date et ne se limitent pas à un phénomène épisodique, apparu récemment. Ce qui se joue beaucoup plus aujourd'hui, c'est une forme de « diversification des oppositions et des mobilisations contre l'UE à partir des décennies 1990 et 2000 en France » (p. 151). Cet état de fait est le produit d'un processus de légitimation progressive de la critique de l'UE. La banalisation, au sein du personnel politique notamment, de l'antienne « Il faut changer l'Europe » a abouti à l'ancrage de l'euroscpticisme dans le discours politique, médiatique et citoyen. À travers cette description historique et transversale – E. Reungoat s'efforce tout au long du livre de décrire les formes que prend l'euroscpticisme au sein des partis de tout le spectre politique français –, les oppositions à l'Europe n'apparaissent pas de façon figée. Le positionnement dans le champ politique, le contexte économique et social, l'intensité des débats sur les questions européennes constituent autant d'éléments dont l'articulation dans l'analyse permet de comprendre utilement pourquoi telle catégorie d'acteurs plutôt qu'une autre, et pourquoi à ce moment-ci plutôt qu'à un autre, développe une position euroscptique. Selon E. Reungoat, l'affaiblissement des instances de représentation politique, la diminution du pouvoir régulateur de l'État dans un contexte de mondialisation, la faible structuration de l'espace public européen ou encore le fonctionnement largement dépolitisé de la gouvernance – faible place du militantisme, des controverses politiques, centralité de l'expertise – jouent un rôle important. Ces éléments sont autant de facteurs expliquant les conditions d'apparition d'oppositions à un régime politique que les citoyens ressentent comme très éloigné de leur quotidien.

L'auteure souligne utilement la faible propension de l'UE à permettre le développement d'une compétition partisane telle qu'on peut la retrouver au niveau national, ce qui entraîne un effet d'évitement d'autres dimensions politiques. Au-delà des questions de souveraineté ou de déficit démocratique, les orientations politiques adoptées au sein des instances communautaires suscitent depuis plusieurs années des réactions d'opposition fortes dont l'étude pourrait à l'avenir permettre de saisir plus finement encore la variété

des oppositions dont l'UE fait l'objet. À travers le développement d'un euroscpticisme en voie de diversification, ce qui est en jeu ne renvoie pas uniquement à la position occupée dans le jeu politique national ou à une éventuelle remise en cause de la souveraineté des États. Le développement d'une contestation qui touche peut-être moins aux liens entre États et institutions communautaires qu'au contenu de ce que l'UE propose est une incitation à s'intéresser aux oppositions fondées sur la contestation politique du contenu même de l'action publique communautaire. Dans cette perspective, la conclusion ouvre un débat dont les futures recherches sur les oppositions et, plus généralement, les rapports ordinaires à l'Europe, ne manqueront pas de se saisir.

Vincent Lebrou –

Université de Franche-Comté, CRJFC,
université de Strasbourg, SAGE

Rozenberg (Olivier) – *Les députés français et l'Europe. Tristes hémicycles ?* – Paris, Presses de Sciences Po, 2018 (Académique). 352 p.

Tables. Bibliogr. Index.

De quelles manières l'intégration européenne affecte-t-elle l'exercice du mandat des députés français ? Dans cette version actualisée de sa thèse de doctorat, l'auteur ne s'en tient pas à mesurer les limites des dispositifs juridiques censés associer les députés nationaux à la politique européenne. Il nuance le paradigme rationaliste dominant qui réduit ce faible investissement au peu d'intérêt que les élus auraient à s'en saisir. La dynamique européenne exercerait des effets diffus *via* la spécialisation d'un nombre (certes limité) d'élus et les usages moins réguliers de l'Union européenne (UE) par d'autres députés au détour de leurs activités. Il nourrit la recherche sur l'europanisation en montrant comment le fait européen s'impose aux acteurs et de quelle façon ils contribuent à le faire exister. À cette fin, il combine des données quantitatives et un riche matériau qualitatif composé d'entretiens avec une soixantaine de parlementaires, des anciens ministres, des assistants et des administrateurs. Il soutient que les députés perçoivent la dimension européenne à travers le filtre d'un rôle parlementaire. Il s'inspire du cadre analytique de Donald Searing établissant un répertoire des modèles de comportement disponibles sur la scène parlementaire. Le rôle endossé résulte des « aspirations

rationnelles et stratégiques » (p. 117) mais aussi « psychologiques » (p. 118) animant l'élu. Il en retire des gratifications immatérielles au fondement de son rapport à l'Europe. Ainsi, l'auteur dresse une typologie de cinq rôles qu'il passe en revue.

Du fait de la généralisation du cumul des mandats jusqu'en 2017, c'est en tant qu'*élus de terrain* que bon nombre de députés ont croisé l'UE. Les ressources financières qu'elle draine sont mises à profit par des parlementaires désireux de porter des projets pour leur territoire. Mettre en relation des acteurs locaux avec les pouvoirs publics est une manière de se rendre utile. Cependant, l'UE est aussi perçue comme vectrice de contraintes, notamment lorsque des mesures controversées lui sont imputées. Certains en viennent à s'ériger en *défenseurs du terroir* pour instruire le procès d'une UE jugée technocratique et broyant les traditions locales telles que la chasse aux oiseaux migrateurs. Au fil du temps, émerge un rôle de *souverainiste* dénonçant les atteintes aux principes censés fonder le pacte démocratique. Étant portés à accorder une importance primordiale aux affrontements idéologiques, les députés font de la tribune parlementaire une place de choix pour invoquer la souveraineté nationale en péril. Les enjeux européens sont ponctuellement mobilisés par des *carriéristes* occupant des positions plus centrales mais en perte de vitesse dans la course au *leadership* partisan. La critique de l'UE leur permet d'agréger des soutiens bien qu'elle puisse, à l'usage, se révéler pénalisante pour accéder à des fonctions exécutives. En définitive, seuls quelques députés *spécialistes* suivent régulièrement les politiques européennes. Ils cultivent ainsi leur goût pour l'entretien de liens de sociabilité avec leurs pairs et la fréquentation de personnalités européennes prestigieuses.

Le recours à D. Searing entraîne l'emploi de mots connotés (« carriéristes ») mais dévoile des motivations que le paradigme rationaliste laisse dans l'ombre. Il montre finement comment les normes institutionnelles évoluent au gré de leurs usages. L'idée d'un « choix effectué par un parlementaire d'interpréter un rôle » unique (p. 119) pose question. Les rôles investis le sont certainement au fil d'un plus ou moins long apprentissage fait de tâtonnements où entrent en ligne de compte les effets de conjoncture et la place du mandat dans la trajectoire politique et sociale des acteurs. À cet égard, les portraits brossés informent sur les divers rapports à l'Europe mais une

attention plus systématique aux dispositions sociales acquises, y compris avant la carrière politique, apporterait un éclairage. Certaines favorisent l'accumulation de ressources délimitant la gamme des rôles accessibles et autorisant à varier les registres. Ex-ouvrier titulaire du certificat d'études et en voie de marginalisation dans les instances nationales du Parti communiste français (PCF), Maxime Gremetz est par exemple plus enclin à privilégier la défense du terroir comme levier d'action. Pierre Moscovici, énarque ayant passé une partie de sa jeunesse non loin des campus américains où son père enseignait puis repéré dans les groupes d'experts du Parti socialiste (PS), vit s'ouvrir devant lui les portes des palais ministériels avant de circuler avec aisance entre les sommets de l'État et de l'UE. Tour à tour, il en fit bénéficier sa terre d'élection en la rendant éligible aux fonds structurels, fit de son engagement européen une ressource distinctive dans les jeux partisans et passa pour spécialiste de ces questions. On le voit, cette plongée dans les arcanes de l'Assemblée nationale est également riche par les prolongements qu'elle suggère et confirme que l'Europe est une piste féconde pour explorer les évolutions du métier et des institutions politiques.

Nicolas Azam -

Université Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP

Ryner (Magnus), Cafruny (Alan) - *The European Union and Global Capitalism. Origins, Development, Crisis*. - Londres, Red Globe Press, 2016 (The European Union Series). 256 p.

Dans cet ouvrage, les chercheurs en économie politique internationale Magnus Ryner et Alan Cafruny proposent d'ancrer la construction de l'Union européenne (UE) dans le contexte de la transnationalisation du capital portée par les États-Unis à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. À l'aide de sources secondaires, ils cherchent à déterminer dans quelle mesure le processus régional est autonome vis-à-vis des États-Unis d'un point de vue économique et politique. Les auteurs montrent dans un premier temps que les théories de l'intégration européenne sont incomplètes car elles ne tiennent pas compte de l'évolution historique des structures économiques. Ils situent alors leur contribution dans le débat marxiste – qui commence dans les années 1960 – portant sur la

pertinence de l'impérialisme envisagée à travers l'objet européen. Selon l'économiste Ernest Mandel, l'intégration régionale reflète la formation d'un capital européen menacé par la bourgeoisie américaine et, par là même, atteste de la poursuite des rivalités inter-impérialistes. À l'inverse, l'école d'Amsterdam (représentée notamment par Kees van der Pijl et Bastiaan van Apeldoorn) montre qu'elle résulte d'une classe transatlantique unifiée au sein de laquelle la concurrence économique et politique disparaît.

Dans ce débat, M. Ryner et A. Cafruny défendent une position intermédiaire à partir de la thèse du théoricien eurocommuniste Nicos Poulantzas. Ils proposent de l'actualiser en analysant, au fil des chapitres, les différentes dimensions du processus régional (le marché unique, l'euro et ses effets inégaux en Europe, la politique sociale, la défense). Leur thèse est la suivante : la construction de l'UE reflète la pénétration du capital américain en Europe et permet sa reproduction. En conséquence, les rivalités géopolitiques dans le bloc transatlantique disparaissent ; seuls persistent les différends économiques.

Plus précisément, à partir de la fin des accords de Bretton Woods et de la mise en place de la libre circulation des capitaux, les investissements américains directs à l'étranger augmentent en Europe. Une nouvelle fraction de classe émerge, la « bourgeoisie intérieure », laquelle acquiert l'hégémonie au sein des États européens au détriment des fractions nationales. Selon N. Poulantzas, elle s'en distingue car elle agit directement en faveur des intérêts du capital américain tout en possédant une base d'accumulation propre en Europe. Mais cette accumulation est menacée par l'instabilité de l'économie américaine tirée par la finance. La bourgeoisie intérieure promeut alors l'intégration européenne afin de limiter ces externalités négatives, permettant par là même la reproduction du système dans son ensemble. Ainsi, à travers l'Acte unique européen et surtout la monnaie unique, elle impose un projet néolibéral, au détriment des projets post-keynésiens portés par les bourgeoisies nationales. Mais le coût de cet ajustement est supporté de façon inégale en fonction des économies européennes : le centre (autour de l'Allemagne) s'enrichit globalement au détriment des périphéries (à l'Est et au Sud). Il faudrait alors multiplier le budget européen par dix pour corriger les déséquilibres. Mais la bourgeoisie intérieure n'a pas intérêt à promouvoir un tel budget fédéral car la croissance qui en

résulterait limiterait le rôle de consommateur en dernier ressort des États-Unis et *in fine* son développement. De même, la pénétration du capital américain empêche la formation d'une politique étrangère indépendante de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

L'apport majeur de cet ouvrage réside dans l'articulation entre l'économie et la politique historisée et observée à travers l'objet européen. M. Ryner et A. Cafruny insistent sur le changement qualitatif que représente la transnationalisation du capital promue par les États-Unis à partir de 1945 par rapport aux modèles impérialistes précédents. À l'inverse du courant transnationaliste, ils montrent que l'État ne disparaît pas. Bien au contraire, il change de rôle et se renforce. Il condense les rapports conflictuels, notamment entre les fractions nationale et intérieure de la classe dominante. Au vu de l'impopularité des politiques défendues, l'État acquiert un caractère de plus en plus autoritaire et nationaliste. Néolibéralisme et nationalisme ne sont donc pas contradictoires. En ce sens, le concept d'« État compétitif » développé par Joachim Hirsch permettrait de prolonger l'analyse stimulante induite par l'utilisation de la notion de « bourgeoisie intérieure ».

Toutefois, l'ouvrage présente aussi des faiblesses. Il s'apparente à un état de la littérature, certes conséquent, mais visant uniquement à appuyer la thèse des auteurs. Il n'y a pas de démonstration empirique de l'existence d'une bourgeoisie intérieure qui est alors prise comme donnée. L'opposition entre fractions de classe « intérieure » et « nationale » s'en trouve réifiée alors que l'étude de N. Poulantzas est plus précise sur cet aspect. Les travaux de Cédric Durand et Tristan Auvray qui s'en inspirent montrent alors que la propriété du capital (américain, européen ou national) pose de nombreux problèmes théoriques et empiriques. Ainsi, en attribuant toute décision émanant des États européens à la bourgeoisie intérieure, les auteurs développent une analyse anhistorique de l'intégration. Cette œillère ne permet pas de répondre aux contre-arguments qui insistent sur la persistance des rivalités géopolitiques induites par l'euro et la politique de défense européenne. En conclusion, cet ouvrage développe une hypothèse intéressante qui appelle des recherches empiriques conséquentes.

Marlène Rosano-Grange -
Sciences Po, CERI

Süleymanoglu-Kürüm (Rahime) - *Conditionality, The EU and Turkey, from Transformation to Retrenchment*. - Londres/New York, Routledge, 2019 (Critical European Studies). 208 p. Illustrations.

L'ouvrage interroge l'institutionnalisation des règles et normes européennes dans la politique étrangère de la Turquie depuis 1987. Les premiers chapitres exposent l'objet, l'état de l'art et le cas étudié. Les suivants se centrent sur la politique étrangère de l'Union européenne (UE), l'incorporation du principe de bon voisinage pour la résolution des conflits, l'évolution des visites des hommes d'État vers ou depuis la Turquie, la Turquie et la résolution des conflits, enfin le traitement de l'Europe et de l'UE dans les discours officiels de la politique étrangère turque.

Le livre suscite une certaine curiosité. Il réaffirme l'importance de l'étude de la conditionnalité pour saisir les transformations liées au projet d'élargissement en Turquie, alors même que cette approche, dominante jusqu'à la fin des années 2000, a depuis largement été délaissée au profit d'études nuanciant l'influence de la variable UE et se focalisant sur les facteurs domestiques. L'ouvrage débute pourtant sur les limites d'une telle approche, indique aussi que l'eupéanisation n'est pas une variable indépendante mais un agenda de recherche et que la convergence n'est qu'un de ses effets possibles. Autre intérêt : l'analyse ne débute pas en 1999 (reconnaissance du statut de candidat) mais en 1987 (première demande d'adhésion à l'UE). Enfin, plus que les changements formels ou de comportement, l'étude entend considérer les évolutions discursives.

Cette appréhension originale du sujet fait toutefois rapidement naître une interrogation : comment (re)conceptualiser l'approche par la conditionnalité étant donné les limites soulignées et le cadre temporel proposé ? Cette question reste sans réponse. Loin de revisiter les théories existantes pour tenter de renouveler la réflexion, l'auteur se limite à une superposition et à un amalgame des approches. Elle opère ainsi une confusion théorique entre la variable interne telle que définie par la théorie de la conditionnalité (réponse des gouvernements et des acteurs sociaux du pays candidat aux demandes européennes) et l'agenda domestique (pas spécifiquement axé sur les demandes européennes) mis en avant par les approches critiques de la conditionnalité. Empiriquement, la variable domestique est

réduite au positionnement plus ou moins pro-européen (jamais objectif) des gouvernements et à leur « capacité » politique et économique. Le manque de réflexivité théorique est d'autant plus regrettable qu'il aurait pu permettre de dépasser la dichotomie *variable externe vs variable interne* qui structure les recherches actuelles, voire de nuancer leurs conclusions en termes d'instrumentalisation par le gouvernement du facteur européen.

Aucune précaution théorique n'accompagne le découpage temporel. Comment la période avant 1999 peut-elle être étudiée à partir de critères propres à une approche (de la conditionnalité) construite pour rendre compte de la situation générée par l'élargissement, donc post-1999 ? À cet impensé théorique s'ajoute un manque empirique : « l'acquis européen », les demandes européennes et le mécanisme de sanctions/récompenses auxquelles elles sont assorties, de même que leurs évolutions au fil du temps, ne sont jamais précisément décrits. Les seuls éléments mis en avant (critères de Copenhague de 1993 et conditionnalité post-1999) remettent en cause le parti pris d'une périodisation qui remonte à 1987.

La méthodologie, non explicitée, pose également question. Par exemple, l'analyse de la reprise du principe du règlement pacifique des différends repose sur une étude des communiqués de presse du registre électronique du Conseil des ministres et des rapports annuels de la Commission européenne. On ne saisit pas comment les communiqués peuvent refléter la conditionnalité, tandis qu'il a été montré que les rapports annuels ne résument et ne se résument pas à la conditionnalité. En revanche, aucune allusion n'est faite aux partenariats pour l'adhésion, aux *benchmarks* des chapitres de négociations ou à de potentielles autres sources de conditionnalité.

Comme beaucoup avant lui, l'ouvrage établit une confusion entre l'eupéanisation comme processus et comme finalité normative. Il confond la diffusion et l'institutionnalisation des règles, normes et pratiques de l'UE avec un processus de rapprochement d'un modèle civilisationnel occidental, aujourd'hui conçu au travers du référentiel de la démocratie et considéré comme lié à « l'acquis ». Au final, l'eupéanisation ne renvoie qu'à la mesure d'un écart aux standards européens. La définition de ceux-ci s'avère d'ailleurs parfois problématique : est ainsi postulée une cohérence entre le vote de trois pays européens à

l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) et celui de l'UE.

Les conclusions n'apportent pas d'éléments nouveaux par rapport à ce que l'approche par la conditionnalité a pu décrire. Elles surprennent par l'emploi du concept « d'institutionnalisation » des règles européennes, pour qualifier une courte période (1999-2004), suivie d'un « désengagement », plus net à partir de 2011 et total à partir de 2014.

Claire Visier -
Université Rennes I, ARENES

Telò (Mario) - *L'Europe en crise et le monde.*
Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016
(UBlire). 224 p.

Cet ouvrage constitue une synthèse des travaux de Mario Telò, étalés sur une trentaine d'années. Situé tant en études européennes qu'en études régionalistes comparées, il retrace l'histoire du régionalisme pour ensuite permettre de prendre en considération la complexité de la coopération régionale à travers différentes crises.

L'auteur se concentre sur le régionalisme, faisant référence aux organisations rassemblant les États et sociétés géographiquement voisines. Son analyse se développe en quatre chapitres, consacrés : à l'Europe dans le monde du ^{xx}e au ^{xxi}e siècle ; aux évolutions de la coopération régionale dans le monde ; aux dynamiques du régionalisme extra-européen par une contribution aux études comparées ; aux nouveaux défis et implications géopolitiques du régionalisme compétitif.

Dans une perspective transversale, M. Telò propose un agenda de recherche et pose une approche méthodologique fondée sur des perspectives empiriques comparées, historiques et théologiques (cette complémentarité permettant d'éviter toute simplification excessive). Ainsi, il peut aborder la dimension politico-territoriale de la gouvernance européenne et mondiale, mettant en évidence de nombreux enjeux et débats majeurs, comme les impératifs de la sécurité et la dimension politique de régulation. À travers ses recherches autour d'un monde en voie d'intégration ou de fragmentation, la question de la nature même de la puissance est posée.

Le premier chapitre s'inscrit dans une perspective historique, prenant comme porte d'entrée

l'exercice de puissance européenne : par son développement dans le monde à travers les acquis de son intégration européenne et par sa remise en question au vu de ses crises, comme les questions d'ordre sécuritaire ou la poussée vers la désintégration. Dans cet exercice de développement de puissance, M. Telò revient sur le projet politique d'eurozone, reflétant le système d'intégration différenciée au sein de l'Union européenne (UE). La mise en place de cette zone économique et monétaire constitue le résultat d'une double volonté politique : la création d'une autorité centrale visant la réunion des différentes économies nationales et le développement d'un projet régional permettant le renforcement du rôle de puissance civile international européen.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur questionne plus particulièrement la notion de régionalisme dans ses différentes dimensions : régionalisme autoritaire, hégémonique, multilatéral... Autant d'expressions reflétant la nature devenue hautement complexe du thème central du livre. Ce chapitre a pour objectif d'amorcer la recherche empirique comparée menée au suivant. Cependant, en relevant différents aspects positifs du régionalisme, l'auteur néglige d'en évoquer les limites.

Le troisième aborde les dynamiques des réalités régionales extra-européennes. Pour ce faire, M. Telò passe en revue successivement les régionalismes d'Asie, des Amériques du Nord et du Sud, et d'Afrique. Cela permet alors de mettre en évidence que les différentes formes d'intégration et de coopération ne prennent pas une forme prédéterminée. À travers cette démonstration, l'auteur démontre en quoi l'UE constitue un laboratoire central, au niveau international, favorisant l'émergence et le développement de coopérations extrarégionales.

Le quatrième chapitre met en évidence l'inter-régionalisme comme phénomène multidimensionnel, conjuguant politiques commerciales et alliances interrégionales. Comme dans le précédent chapitre, M. Telò revient sur différentes études de cas, comme le traité de libre-échange transatlantique. Ce dernier chapitre permet de prendre le pas sur les conclusions et de souligner la complexification croissante des rapports internationaux : (inter)régionalisme, bilatéralisme... autant de dynamiques animées de logiques tantôt spécifiques, tantôt convergentes. La thèse centrale semble corroborer le constat du renforcement de

la nécessité de constitution d'ensembles plus grands et/ou plus puissants sur un échiquier international devenu global. Cependant, de tels ensembles interpellent sur la place des grands États (États-Unis, Chine, Russie, Inde) dans la reconfiguration du système international induite par la réalité du régionalisme.

Les objectifs énoncés au début de cet ouvrage sont rencontrés. Sans être normatif, l'auteur définit l'UE et les régionalismes dans le monde et présente ce qu'ils ont été, ce qu'ils sont et ce qu'ils pourront devenir. L'approche globale ne manque pas de cohérence et l'analyse s'avère très stimulante. Les hypothèses de travail mobilisées afin d'apporter une perspective future de ces régionalismes constituent des ouvertures qui méritent néanmoins d'être davantage investiguées. À cet égard, l'hypothèse d'une réorganisation de l'eurozone n'est pas à l'agenda. De plus, recensant ses principales recherches, l'auteur n'analyse pas les nouvelles crises politiques européennes. Les réflexions historiques constituent une importante base de travail, mais un approfondissement des nombreuses pistes proposées comme agenda de recherches futures apparaît nécessaire.

Rosetta Collura -

Université catholique de Louvain, SPLE

Pierre Vercauteren -

Université catholique de Louvain, SPLE

Warlouzet (Laurent) - *Governing Europe in a Globalizing World. Neoliberalism and Its Alternatives Following The 1973 Oil Crisis.* -

Londres/New York, Routledge, 2018 (Routledge Studies on Government and The European Union).

274 p. Illustrations.

Laurent Warlouzet analyse dans cet ouvrage la politique économique de la Communauté économique européenne (CEE) entre 1973 et 1986. Il montre que loin d'avoir été néolibérale dès ses débuts, la politique économique de la CEE a emprunté différentes voies et fait l'objet de débats au sein de la Commission européenne et des États membres. L'auteur développe cet argumentaire en construisant quatre idéaux-types devant synthétiser les différentes orientations économiques et politiques européennes mises en œuvre dans le temps. Le premier temps, caractérisé comme *socially oriented*, décrit l'ambition de la CEE de réduire les inégalités sociales et régionales ainsi que de mieux

contrôler l'activité des firmes transnationales. Ce projet évolue dans les années 1980 avec la promotion du dialogue social européen et son articulation avec les préoccupations environnementales. La deuxième orientation économique, nommée *néomercantiliste*, est portée à partir de la fin des années 1970. Elle avait pour but de défendre l'industrie de chaque pays membre en s'appuyant sur des mesures protectionnistes (barrières commerciales non tarifaires, constitution de cartels, subventions, etc.) tout en insistant sur la nécessité des exportations. Le troisième idéal-type, *market-oriented*, décrit un ensemble de mesures visant à supprimer les obstacles à la liberté économique des individus et des entreprises. Dans l'épilogue de l'ouvrage, où il aborde la période actuelle, L. Warlouzet développe une dernière catégorie, celle d'une orientation néolibérale, notamment marquée par les restrictions budgétaires touchant le modèle de l'État-providence et les accords internationaux de libre-échange. Ces orientations économiques se superposent plus qu'elles ne se succèdent. Ainsi, certaines orientations *néomercantilistes* subsistent, de façon plus ou moins marquée selon les secteurs concernés, comme pour l'agriculture. La labilité des frontières entre ces orientations constitue un résultat important pour l'histoire de l'intégration européenne, tant elle invite à penser l'enchevêtrement de ces différentes orientations économiques et leur coexistence.

L'évolution de la politique économique de la CEE éclaire également différentes modalités de gouvernement de la CEE. En ce sens, le livre de L. Warlouzet doit aussi être lu comme une histoire de la légitimation de la Commission européenne à travers son action économique. Il signale ainsi comment le développement, dans les années 1980, d'une politique de la concurrence par la Commission européenne lui a permis de renforcer son rôle dans l'orientation économique européenne en ciblant aussi bien les cartels d'entreprises que les aides d'État et les réglementations du marché étatique. La politique de la concurrence est également pour l'auteur l'une des premières politiques néolibérales appuyées par les Communautés européennes. L'analyse de L. Warlouzet vient ainsi compléter les travaux interrogeant l'adoption d'un discours néolibéral dans la stratégie de légitimation de la Commission européenne ou d'autres institutions supranationales.

Governing Europe s'appuie sur un travail empirique croisant des archives issues principalement de trois pays (France, Angleterre, Allemagne) et de la Commission européenne. D'autres sources sont mobilisées, comme les archives disponibles en ligne de plusieurs organisations internationales et celles de quelques groupes patronaux et de syndicats de salariés. La richesse des matériaux permet à l'ouvrage d'alterner entre analyses globales identifiant les principales dynamiques à l'œuvre selon les périodes et études de cas précises, ce qui donne au texte une grande clarté sans pour autant perdre la finesse des études de cas. Ce tour de force remarquable s'accompagne de choix. L. Warloutzet se centre sur le rôle de ce qu'il appelle les « principaux dirigeants », comme Jacques Delors, Étienne Davignon ou encore Willy Brandt. Si cela tient à la volonté de l'auteur de produire une analyse synthétique en un peu plus de 270 pages, un prolongement du livre pourrait être de questionner plus en détail les modalités de production des idées mobilisées et leur circulation, notamment au sein de l'administration européenne, afin notamment de préciser le fonctionnement de la CEE.

Dans ses analyses, l'ouvrage accorde une place centrale à l'action des États. Les syndicats de salariés, les groupes patronaux ou d'autres institutions européennes, comme le Parlement européen, occupent une position secondaire dans l'explication. Par exemple, l'auteur évoque l'influence nouvelle de la confédération patronale européenne, l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) au début des années 1980, sans toutefois l'articuler avec la réflexion sur les orientations économiques de la CEE. Pourtant, les années 1980 constituent un moment clé dans le renouvellement des salariés de l'UNICE et dans l'évolution de ses prises de position. Élargir l'analyse aux groupes d'intérêt ou aux *think tank* aurait pu permettre d'insister sur les dynamiques propres à l'espace politique européen qui dépassent les seuls États membres ou la Commission européenne. Cette remarque signale avant tout l'intérêt d'une analyse globale stimulante que les chercheurs pourront investir et affiner selon leurs objets d'étude.

Yohann Morival -
Université de Lille, CERAPS

Wiesner (Claudia) - *Inventing The EU as a Democratic Polity. Concepts, Actors and Controversies*. - Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019 (Palgrave Studies in European Political Sociology).
XIV + 309 p.

Le livre de Claudia Wiesner est consacré à la question de la qualité de la démocratie dans l'Union européenne (UE) et mobilise une approche provenant de l'histoire des concepts. L'auteure cherche à montrer qu'on ne peut pas analyser le système politique de l'UE sans le comprendre comme une entité politique « inventée » (p. 1) qui est le produit de controverses conceptuelles et politiques entre acteurs politiques, académiques et mouvements de la société civile qui ont jalonné l'histoire de l'intégration européenne.

C. Wiesner utilise la *Begriffsgeschichte* (histoire des concepts), dans la continuité de l'historien allemand Reinhart Koselleck, et des politistes britanniques et finlandais Quentin Skinner et Kari Palonen, pour analyser l'institutionnalisation d'éléments de démocratie représentative dans l'UE. La première partie de l'ouvrage discute ce qu'elle appelle les « *cluster* conceptuels » (p. 25) autour des trois notions de « citoyenneté », « Parlement » et « gouvernement », qui guideront la réflexion sur la démocratie représentative dans l'UE dans la suite du livre. L'auteure se demande en quoi l'histoire des concepts peut être à la fois un champ de recherche et une méthode d'analyse. Les controverses qui ont, selon elle, été cruciales pour faire de l'UE une forme de démocratie représentative, sont présentées dans la deuxième partie. Pour C. Wiesner, l'évolution du Parlement européen et l'invention de la citoyenneté européenne sont centrales ici. Ensuite, sont analysées les institutions représentatives de l'UE à travers des catégories classiques de la comparaison des systèmes politiques. Enfin, la quatrième partie aborde les effets des décisions européennes à travers deux cas d'études : les droits et devoirs des citoyens européens, et les pouvoirs des Parlements nationaux depuis la crise de la zone euro.

C. Wiesner propose ici une contribution stimulante au débat sur la démocratie dans l'UE. Dans sa conclusion, elle qualifie l'UE de démocratie représentative « endommagée » (p. 283) – notamment à cause de son parlementarisme atypique, de sa « constitutionnalisation excessive » (p. 284) (qui ne laisserait que peu d'espace à la délibération) et de sa tendance, encore récemment confirmée, à renforcer la place du pôle

exécutif dans son modèle de gouvernance. Elle conclut que l'UE manque d'un vrai *demos* européen faute d'un ensemble de législations sociales – précondition à une vraie démocratie substantielle (p. 283-285). L'auteure se distingue par ses jugements équilibrés. Pour chacun des problèmes identifiés, elle propose à la fois une solution complète, mais improbable vu les différences d'intérêts, d'idées et d'institutions des États membres, et une solution partielle, mais faisable dans le système multiniveau de l'UE tel qu'il se présente aujourd'hui.

Comme toute production académique, le livre pose aussi un certain nombre de questions. C. Wiesner comprend l'UE comme un « complexe textuel » (p. 71) dans la tradition de Ludwig Wittgenstein pour qui les mots sont des actes. Elle justifie ainsi le fait que son analyse soit fondée en grande partie sur une analyse de documents institutionnels, d'articles de journaux, de littérature secondaire de jugements de la Cour de justice de l'Union européenne. On peut néanmoins se demander s'il est possible d'analyser ainsi les interrelations entre les concepts et « les changements sociaux et politiques du monde » (p. 6). En mobilisant plus d'entretiens, l'auteure aurait pu rendre compte plus finement encore de la réalité de terrain des acteurs qui ont « fait » ou « vécu » les controverses sur la politique et les décisions européennes. Une autre question concerne l'utilisation même des « concepts ». Ils servent à la fois comme catégories analytiques, comme indicateurs de controverses ou encore comme outils de mesure pour des jugements théorico-normatifs sur la qualité de la démocratie européenne. Une annonce de la fonction de la notion dans chacun des différents chapitres aurait facilité la lecture. Une discussion plus systématique de la variation du contexte et des interprétations de certains concepts, par exemple à travers différentes

communautés académiques ou États membres, aurait aussi été intéressante. On peut penser ici notamment aux notions de « démocratie », de « représentation » (cette dernière étant une forme possible de quête de légitimation démocratique, mais pas la seule) et de « Parlement » (dont la pratique est fortement différente dans les systèmes politiques des États membres).

Malgré ces points de discussion, le livre de C. Wiesner est une contribution notable au débat politique et académique. Au contraire de beaucoup d'analyses qui livrent des solutions « hors-sol » pour améliorer la qualité de la démocratie dans l'UE, l'auteure montre que l'on ne peut pas faire d'analyse sans prendre en compte les batailles menées par le passé. En outre, l'ouvrage présente une analyse globale des éléments de la démocratie représentative européenne en prenant en compte également le lien avec les citoyens ainsi que les effets que produisent les décisions européennes. Finalement, et c'est le plus important, le livre attire à juste titre l'attention sur le fait que les concepts normatifs avec lesquels nous jugeons les procédures et processus politiques ne sont ni ahistoriques, ni indépendants des agents qui les portent. Par conséquent, les chercheurs doivent les utiliser de manière réflexive, étant conscients des changements de signification dont ils sont susceptibles de faire l'objet dans des espaces politico-sociaux complexes.

Finalement, C. Wiesner propose un livre intéressant pour tous ceux qui enseignent les institutions européennes dans une perspective historique et une lecture stimulante pour ceux qui s'intéressent aux controverses sur la démocratie au sein de l'UE.

Anja Thomas -

Institut universitaire européen,
Maison française d'Oxford (MFO)